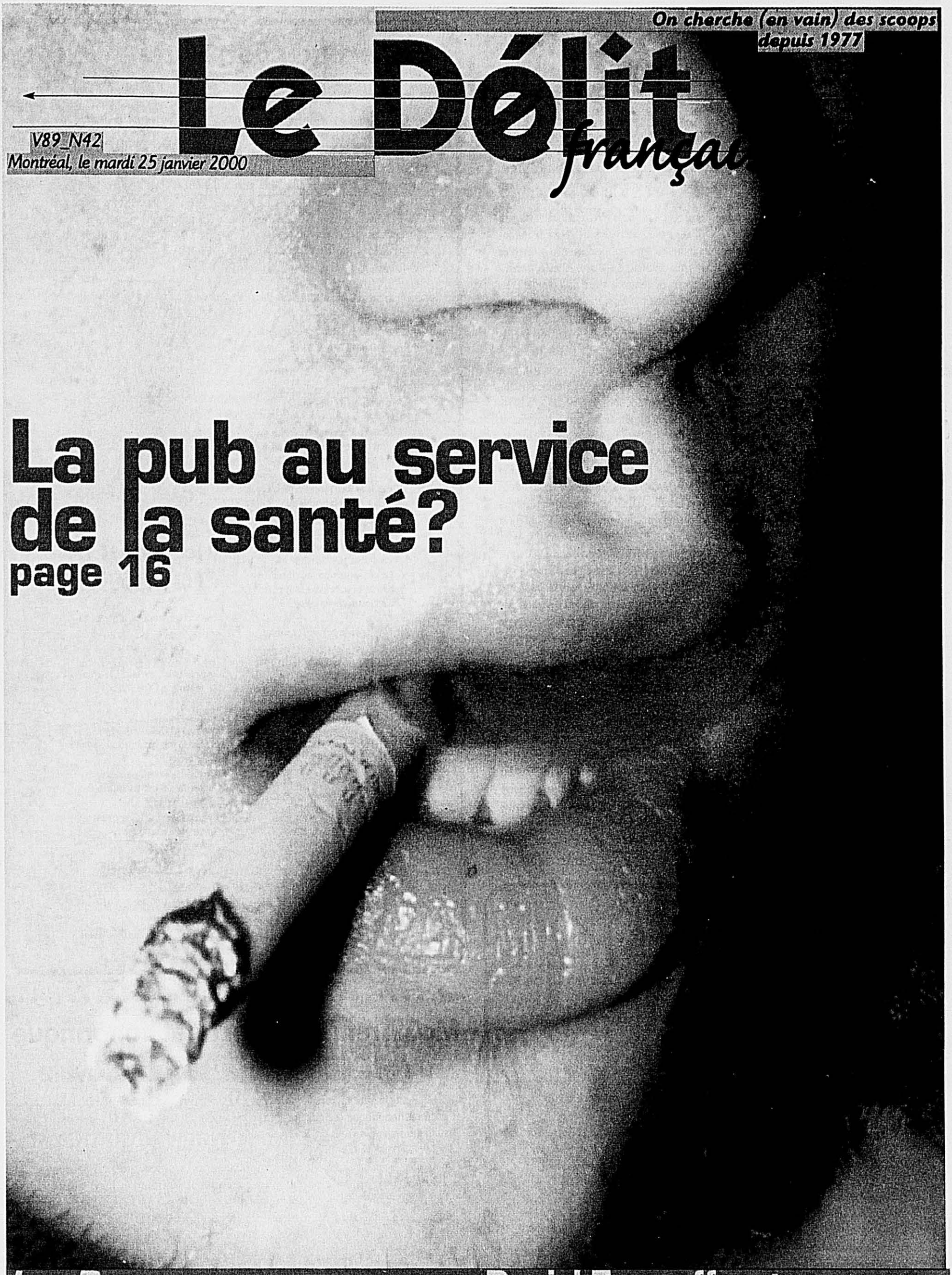
On cherche (en vain) des scoops depuis 1977

Le Délit français

V89_N42
Montréal, le mardi 25 janvier 2000

La pub au service de la santé?

page 16



Les Bonnes au Théâtre Prospero
page 07

Daniel Turp affronte Stéphane Dion
page 05

[Commentaire]

Cherchez la femme

par évangeline faucher

Dans la dernière édition de notre rubrique «French cancan», François Caron, le plus prolifique de nos collaborateurs, signait une chronique intitulée «Passe la télécommande». Non pas que je pense que Monsieur Caron ait fait un mauvais travail, bien au contraire. Cependant, il me semble avoir fait quelques omissions (involontaires bien entendu) auxquelles j' aimerais remédier.

D'abord, je soupçonne notre cher ami François de regarder presque exclusivement TVA et TQS, excepté pour *La P'tite Vie*. S'il regardait un peu plus souvent Radio-Canada, il aurait plutôt comparé des émissions telles *Sans aucun doute* et *Combien ça coûte* à *Enjeux* et *La facture* plutôt qu'à *Catastrophes*. L'auteur de «Passe la télécommande» aurait peut-être également avantage à pitonner de temps à autre du côté de Télé-Québec. Ainsi, s'il désire découvrir la culture québécoise par un intermédiaire autre que Normand Brathwaite, je lui propose l'excellente émission *Du présent au passé* qui relate des moments de l'histoire québécoise par le biais de courts métrages plus ou moins contemporains des événements racontés.

Mais venons-en plutôt au sujet qui nous préoccupe vraiment: l'image de la femme à la télévision. Le téléroman tel que nous l'entendons ici est sans doute une réalité spécifiquement québécoise. En effet, s'il se distingue des productions américaines, tels les feuilletons à la *Dallas*, séries à la *E.R.*, soap opera ou encore sitcom, il diffère tout autant des productions hexagonales, que ce soit ces mini-séries dont les Français sont particulièrement friands dans la lignée de cet «impérissable classique» *Les Gens de Mogador*, ou encore des séries policières du type *Navarro*. S'il serait long et complexe, et par ailleurs hors de propos, de définir en quoi le téléroman québécois se distingue de tous ces autres types de production, soulignons à tout le moins qu'il s'évertue presque toujours à décrire un état de la société québécoise (et du même coup un état de la condition féminine).

Pour comparer la place occupée pas les personnages féminins dans les feuilletons, observons d'abord les émissions destinées aux adolescents, car c'est en ce domaine que les différences de conception m'ont paru les plus frappantes. Au Québec, ce genre d'émission s'évertue à décrire la vie plausible de jeunes ordinaires tout en essayant, par la bande, de leur inculquer quelques bons conseils: c'est le téléroman du type *Watatatow*. Dans un passé encore récent *Chambre en ville* a connu des sommets inégalés dans le genre «scène de la vie politiquement correcte». Ainsi chacun des épisodes aurait pu porter un sous-titre tel que «Où le téléspectateur apprend à mettre un condom, qu'il faut être gentil avec les personnes obèses, qu'il ne faut pas être raciste ou homophobe ou encore que les alcooliques, les toxicomanes et les anorexiques sont des gens comme les autres». Du Claire Lamarche scénarisé, quoi. Bien entendu, ce genre d'émission ne peut se permettre ne serait-ce qu'un brin de sexisme. Je vous avoue que j'ai été bien souvent au comble de l'horreur devant une telle tartinade de platitude.

Malheur à moi, je n'avais encore rien vu. La télévision française produit dans ce même créneau des émissions pour ados, de petites séries répondant (faut-il le préciser) à une tout autre philosophie, celle du superficiel, sexy, joli, pas jojo! Déjà les titres vous mettront sur la voie: ce fut d'abord le délirant succès de *Hélène et les garçons* rapidement suivi par *Les filles d'à côté*, *Les Muscles*, *Classe-mannequin*, et encore je ne suis [...]

[suite page 4]

Retrait limité du MSF

par julien laplante

Selon Kevin McPhee, vice-président aux finances de l'AÉUM, approximativement 1000 étudiants (sur un peu plus de 16 000, soit 7 p.cent) se seraient retirés du McGill Student Funds (MSF) lors de la période de retrait, du 17 au 21 janvier. Les chiffres officiels ne seront cependant disponibles que jeudi prochain.

Approuvé l'année dernière par voie de référendum, le MSF est financé à raison de 38 dollars par étudiant à chaque session. Ce fonds est destiné à améliorer la qualité de vie des étudiants de McGill. Les coupures gouvernementales dans le réseau universitaire ont porté un dur coup aux institutions de haut savoir, qui ont cherché des sources alternatives de financement. Le MSF se distingue cependant des traditionnels «frais administratifs» imposés par la majorité des universités parce que c'est l'association étudiante qui a conçu ce fonds et l'a proposé aux étudiants. L'argent recueilli sert à l'amélioration des bibliothèques mcgilloises, à la création d'un fonds de bourses d'études et au financement du nouveau bâtiment des services au étudiants.

La dernière période de retrait a été marquée par la distribution de tracts, dont l'origine n'a pas été identifiée, expliquant aux étudiants comment se retirer du MSF. Ce fonds a parfois été comparé à des frais de scolarité déguisés, permettant au gouvernement de se défiler de ses responsabilités.

Le président de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (la FEUQ, dont l'AÉUM n'est pas membre), Daniel Baril, juge que si le fonds a été approuvé par voie de référendum, il est légitime. Comme le dit monsieur Baril, «Si les étudiants estiment à la base qu'ils sont prêts à mettre de l'argent pour ça, ça leur revient.» Cependant, monsieur Baril précise que «le gouvernement a la responsabilité de financer les activités académiques de base, les bibliothèques et les infrastructures.» Celui-ci poursuit en disant que la FEUQ «préfère que la pression soit mise sur le gouvernement, car c'est ce qui fait que l'éducation est un service public.»

Les annonces de toilettes envolées

par julien laplante

Un groupe qui n'avait pas été identifié au moment de mettre sous presse a subtilisé lundi soir toutes les annonces *Zoom media* qu'on retrouve dans les toilettes de l'édifice Shatner et les a remplacé par le communiqué ci-bas. Cette contre-publicité dénonce l'accord d'exclusivité avec Coke que l'université McGill s'apprête à signer. Intitulé «McGill vendue à Coke», on peut y lire que «L'Université McGill et ses étudiants ne sont pas à vendre au plus offrant.» Après l'échec des négociations avec l'UQAM, la compagnie Coke espère pouvoir conclure une entente avec l'Université McGill qui permettrait à celle-ci de grapiller de l'argent supplémentaire et à Coke d'avoir l'accès exclusif au marché mcgillois.

McGill VENDUE A COKE?

Nous ne sommes pas des produits, c'est le temps de dire non!

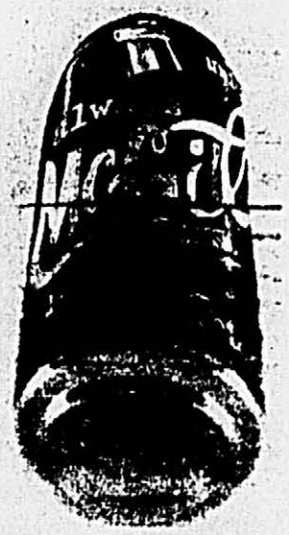
L'accord d'exclusivité Coke, un pas de trop en direction de l'université CORPORATIVE!

Dire non a Coke lance un message clair au gouvernement et au secteur privé.

- **L'université McGill et ses étudiant(e)s ne sont pas à vendre au plus offrant!**
- **Le gouvernement provincial doit ré-investir dans le système d'éducation maintenant.**

Ne soyez pas le produit, protestez:

CocaMcGillCola@mail.com
and
operations@ssmu.mcgill.ca



McGill SOLD TO COKE?

We are not a product, it's time to say no!

The Coke Exclusivity Agreement, the ultimate step towards a CORPORATE University!

Saying no to Coke sends a clear message to the government and the private sector.

- **McGill university and its students are not for sale to the highest bidder.**
- **The provincial government must re-invest in the education system now.**

Don't be the product, protest:

CocaMcGillCola@mail.com
and
operations@ssmu.mcgill.ca

McGill refuse un doctorat honorifique au président de la Banque Royale

Suite à un vote minoritaire, le Sénat de l'Université McGill a décidé de refuser un doctorat honorifique à John Cleghorn, président de la Banque Royale. La nouvelle fait suite à une fuite révélée par le *McGill Daily*. Même si seulement sept ou huit sénateurs ont voté contre l'attribution du doctorat honorifique sur un total de 18, le *McGill Daily* rapporte qu'une clause vieille de 65 ans statuant que seul sept sénateurs peuvent bloquer l'octroi d'un doctorat honorifique a empêché l'attribution de la distinction. Plusieurs critiques ont dénoncé le rôle des banques dans l'endettement des étudiants. Aussi, le *McGill Daily* s'interroge sur les multiples liens entre l'Université McGill et la Banque Royale. Soulignant que les doctorats honorifiques ne sont pas distribués sur une base financière, le recteur de l'Université McGill, Bernard Shapiro, a formellement nié que l'Université McGill échangeait soutien financier contre honneurs universitaires. L'histoire a aussi créé une certaine commotion à l'Association étudiante de l'Université McGill. Son président, Andrew Tischler, qui a voté pour l'octroi du doctorat, a même demandé au *McGill Daily* que l'histoire ne soit pas publiée.

(source: McGill Daily, 24 janvier 2000)

Éditorial

Éditorial

Le Sommet ...des courbettes et de la flatterie

par sophie choquet-girard

Fan de Mario Dumont? Eh bien il suffira de se pointer au Sommet de la jeunesse, entre le 22 et le 24 février, pour rencontrer ses clones. Une jeunesse guindée et cravatée qui grappille au fil des formules de politesse et des courbettes à la Louis XIV les cartes «d'affaires» des hauts-fonctionnaires, payés pour séduire et entretenir pendant quelques jours cette horde de carriéristes, pour la plupart assoiffés de pouvoir, est-il besoin de le mentionner.

A croire que le gouvernement Bouchard s'est mis en tête de mettre en scène la fable *Le corbeau et le renard* de La Fontaine! Un renard gouvernemental flairant le fromage à plein nez (appui électoral), flatte de jeunes corbeaux sur le point de se laisser griser par ses discours inspirés par Cicéron. Ceux-ci sont donc prêts à servir à l'État sur un plateau d'argent la justification (âprement recherchée par le renard ...provincial!) de ses décisions.

«Un sommet de l'élite et de l'économie», s'insurge le ROCAJQ (Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec), ou plutôt une mise en scène gouvernementale où les acteurs sont ciblés pour éviter les dérapages qui entacheraient inévitablement les résultats (calculés) de ce faux ...Sommet.

Le risque est donc que tout ce spectacle ne serve qu'à un grand déploiement de l'élite montante qui joue ses cartes, place ses pions, étend ses tentacules pour intervenir (croit-elle) dans des décisions qui souvent ne la regardent même pas! Et d'ailleurs, on entend d'ici les protagonistes de cet événement rabattre le caquet de leurs détracteurs en s'étendant longuement sur les bienfaits de la tenue d'un tel Sommet, suggérant qu'il y sera possible de rassembler en un même lieu des gens représentant plusieurs catégories d'âge et qui pourront s'exprimer (la belle affaire!) sur la place publique. S'exprimer? Comment l'individu peut-il croire qu'il est libre de faire valoir son point de vue sur sa réalité, si celle-ci ne faisait même pas partie des préoccupations des personnes chargées de choisir les sujets mis sur la table? Hypocrisie, démonstration de savoir-faire diplomatique et figuration semblent donc être les vrais sujets à l'honneur lors du déroulement de ce Sommet!

De plus, comment est-il possible de provoquer des discussions desquelles découleraient des propositions intéressantes alors que cette «jeunesse» dont il est question regroupe des membres de la société dont les réalités quotidiennes sont diamétralement opposées, dont les âges suggèrent des préoccupations fortement différentes, dont les conditions sociales et les statuts impliquent des solutions et la mise en place de services adaptés à ces besoins? Sans compter que, en plus de s'adresser aux soi-disant «jeunes», catégorie sociale fourre-tout, ce colloque se verra dirigé par une partie de population qui est sans doute la moins touchée par les préoccupations des jeunes et qui, par conséquent, ne peut qu'appliquer la théorie, imaginer des solutions rarement efficaces puisque ces personnes ne vivent pas dans cette dynamique (la pauvreté et tous les problèmes qu'elle évoque, le manque d'instruction, etc.) et ne la connaissent pas.

Bien sûr, les jeunes se doivent d'être le plus représentés possible lors du Sommet. En effet, ne serait-ce que pour signifier leur indignation à voir le gouvernement, qu'ils ont en grande partie élu, dépenser de l'argent pour faire parler des gens qui aiment s'entendre parler sans rien dire de vraiment significatif (ou pouvant entraîner une certaine amélioration du présent ou de l'avenir des jeunes) et qui se gargarisent allègrement de mots à «trente sous», ils se doivent d'être fidèles au poste.

Pourquoi donc injecter cet argent dans un faux exercice démocratique, dont les résultats (nuls) sont envisagés, voire déjà connus? Pourquoi ne pas faire profiter cet argent: n'y a-t-il pas assez de ministères (dont les deux plus gros, soient l'éducation et la santé) qui continuent leurs coupes à blanc dans les budgets et qui sabrent toujours plus dans les services à la population alors que le taux d'imposition est le plus haut au Canada?

Il est vrai que des choix de société s'imposent pour l'avenir des jeunes et des futures générations. Mais il y a lieu de se demander si un tel événement, factice dans sa composition et dans ses résultats fort probablement bidons, aidera réellement à constituer une société renouvelée, à innover, à favoriser cette jeunesse que drague avidement le gouvernement Bouchard. ⊘

Le Délit français

Le Délit français est publié par la Société de publications du Daily. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient été auparavant réservés, incluant les articles de la CUP). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité parait dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le Délit français

rédacteur en chef
Julien Laplante
direction@delitfrancais.com

chef de pupitre, nouvelles
Isabelle Gagné
nouvelles@delitfrancais.com

chef de pupitre, culture
Julie Rouleau
culture@delitfrancais.com

assistante à la rédaction
Véronique Mistycki

coordonnateur de la mise en pages
Jonathan Arès

coordonnateurs de la photographie
Mélissa Martin
Bartek Komorowski

coordonnateur des illustrations
Michel Hellman

coordonnatrice de la correction
Sophie Choquet-Girard

collaboration
François Caron
Évangéline Faucher
Geneviève Fortin
Céline Furi
Dan Israel
Étienne Ladouceur
Caroline Laroche
Sylvain Larocque
Aude Maltais-Landry
François Pradella
Philippine de t'Serclaes
Perrine Vennetier
Isabelle Villaggi
Fon deVuono-Powell
Axel Wintrebert
Sonia Ziadé

Le McGill Daily

coordination à la rédaction
Jason Chow

gérance
Marian Schrier

assistance à la gérance
Pierre Crowley

publicité
Sasha Deschênes
Boris Shedov

photocomposition et publicité
Cameron Campbell

L'usage du masculin dans les pages du *Délit français* vise simplement à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire

www.delitfrancais.com

adresse électronique
courrier@delitfrancais.com

3480 McTavish, bur. B-03
Montréal, Québec, H3A 1X9
Téléphone: (514)398-6784
Télécopieur: (514) 398-8318

PUBLICITÉ
Téléphone: (514) 398-6790
Télécopieur: (514) 398-8318

suite de la page 2

Cherchez la femme

...pas à jour. Le scénario type d'un épisode de ce genre de série? Victor drague Anabelle qui trompe Jules qui drague Delphine qui trompe Jocelyn qui drague... Victor. Les filles y sont toutes très belles, extrêmement grandes et horriblement maigres; les garçons y sont beaux, grands et musclés; filles et garçons y sont plutôt bêtes et méchants. Côté personnages, le topo est très simple: une bande de meufs complètement nunuches, des mecs absolument machos, l'homosexuel de service (devinerez-vous qu'il n'a pas tout à fait la même fonction que celui de *Chambre en ville*?). Si le petit feuilleton français ne carbure qu'à la belle fille pimbêche, le téléroman et le cinéma québécois, quant à eux mettent facilement en scène des moches, des petites, des grosses, des vieilles. Vive toutes les Laura Cadieux en liberté de ce monde!

Ce fanatisme de la belle fille sévit sur l'ensemble de la télévision française. Elles sont partout et surtout dans les émissions de variétés où elles jouent les potiches avec élégance: assises auprès du présentateur, se dandinant derrière le chanteur ou encore se faisant allègrement aller le popotin, vêtues d'un poil de paillette. Même une émission se voulant sérieuse telle *Des chiffres et des lettres* possède sa potiche blonde de plus en plus décrépie qui, depuis au moins vingt ans, s'acharne sur son foutu bouton et attend le chiffre magique qu'elle dictera aux concurrents.

La publicité engloutit elle aussi sa ration annuelle de jolies filles. Dans un pays où un corps nu de femme sert à tout et surtout à faire vendre du yaourt ou de l'eau minérale, il faut s'attendre à tout sauf à voir Papa changer les couches de Bébé au profit de Pampers, laver les planchers pour le compte de M. Propre ou encore préparer la purée dans une pub de Mousseline, car pour le publicitaire français, dont l'ingéniosité n'a souvent d'égal que le machisme, tout cela est encore relégué à Maman. Enfin, espérons que nos écrans ne seront jamais pris d'assaut par le monstre télévisuel français: une fille d'au plus vingt-quatre ans, un mètre quatre-vingt, cinquante kilos qui mange un yaourt à l'aloès (la beauté par l'intérieur) en passant l'aspirateur... toute nue.

par françois pradella

Manifestation contre les OGM

Organisée par Biothech Action Montréal, la manifestation pacifique de samedi, 22 janvier, avait comme destination finale les bureaux de l'Organisation d'aviation civile internationale (OACI) à Montréal. Une foule de plus de 1000 personnes s'était d'abord réunie au square Berri pour manifester. Sous forte escorte policière, les manifestants ont emprunté le boulevard Maisonneuve pour ensuite se retrouver devant les bureaux de l'OACI, sur la rue Université.

Des représentants de plusieurs pays, dont l'Espagne et l'Australie, étaient présents à cette manifestation. Le but, selon un des organisateurs, «était d'être visible et de susciter le débat au Canada. Cette manifestation n'était que l'une des dizaines qui vont être organisées à travers le Canada cette année. Il fallait faire du bruit et être visible, je crois que c'est ce qui a été fait.» Côté bruit, les Montréalais ont été servis. Tambours, trompettes, et plusieurs autres objets bizarres (mais bruyants) ont été utilisés pour attirer l'attention et être reconnu. Même si les manifestants ont été moins nombreux que prévu , ils ont néanmoins réussi à attirer l'attention des passants et des automobilistes.

Voir le dossier de Sylvain Larocque en pages 14 et15

Pour aller loin, ça prend tout un bagage.

Prenez demain en main.

Demandes d'admission – dates limites
1er cycle : 1er mars*
2e et 3e cycles : 1er février*

* Après ces dates, quelques places peuvent encore être disponibles dans les programmes non contingentés. Informez-vous !

La demande d'admission peut être remplie directement sur le Web *www.umontreal.ca* et pointez sur la rubrique « Demande d'admission en ligne» ; ou être envoyée par la poste.

Information
1er cycle : 514 343-7076
2e et 3e cycles : 514 343-6426
www.umontreal.ca

Université de Montréal

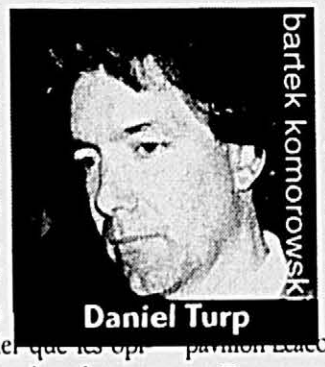
[politique]

Daniel Turp affronte Stéphane Dion

par étienne ladouceur

«Les Québécois sont aussi intelligents que les autres électeurs, mais pas plus intelligents. On doit les respecter.» Voilà une des raisons qui poussent le ministre canadien des Affaires intergouvernementales à croire que si son gouvernement n'encadre pas dès maintenant le processus d'un éventuel référendum portant sur la sécession du Québec, les électeurs pourraient ne pas être en mesure de bien comprendre les enjeux en cause.

À l'opposé, Daniel Turp fait le pari que la grogne contre le projet de loi sur la clarté ira en grandissant au Québec, et somme le gouvernement Chrétien de renoncer au projet.



Daniel Turp

C'est le type d'échanges auxquels nous avons eu la chance d'assister alors que l'Honorable Stéphane Dion et le député Daniel Turp, critique du Bloc québécois en matière de relations intergouvernementales, étaient à McGill vendredi dernier pour débattre de l'avant-projet de loi C-20 sur la clarté référendaire. Il y avait donc fort à parier que les opinions des partis en présence seraient divergentes lors de cette conférence tenue dans le cadre de la série Unity 2000: Canada and Beyond, à l'initiative de l'Association des étudiants et étudiantes en sciences politiques.

Un bloquiste en zone adverse

«Le projet de loi sur la clarté est une attaque grave et sans précédent sur les institutions et principes démocratiques.» C'est ainsi que Daniel Turp amorça son allocution après avoir remercié les différents responsables de l'événement, et avoir affirmé ne pas s'attaquer personnellement à son collègue Stéphane Dion, mais plutôt à ses idées. Le député bloquiste enchaîna en affirmant qu'il s'opposait au projet de loi C-20 pour trois raisons.

Premièrement, l'initiative du gouvernement Chrétien constituerait un empiètement de la Chambre des communes sur l'autorité de l'Assemblée nationale et du peuple québécois. Pour appuyer cette affirmation, M. Turp ajouta que plus de 60 p. cent des députés fédéraux provenant du Québec avaient pris position contre le projet de loi du ministre Dion.

Deuxièmement, le projet de loi porterait atteinte au droit qu'ont les Québécois de décider de leur destinée politique. De plus, si elle est adoptée en Chambre, la loi priverait les citoyens québécois de la possibilité d'offrir un projet de partenariat au reste du Canada dans l'éventualité de négociations suivant un résultat positif lors d'un futur référendum sur la sécession du Québec.

Troisièmement, la loi du gouvernement de Jean Chrétien fait fi de la règle fondamentale du 50 p. cent plus un et de l'égalité des votes. M. Turp ne manqua pas de mettre l'emphase sur le fait que cette règle est universelle à la majorité des grandes démocraties contemporaines. De plus, en imposant une majorité plus importante pour la reconnaissance du mandat de sécession, le gouvernement fédéral donne un poids supérieur au vote d'un partisan de l'option fédéraliste qu'à celui d'un citoyen souverainiste. Donc, aux dires de M. Turp, le gouvernement Chrétien viole «une norme impérative de l'égalité des citoyens».

Stéphane Dion

Daniel Turp termine son allocution en citant le philosophe genevois Jean-Jacques Rousseau: «Une bonne loi peut entraîner l'émergence de meilleures lois, les mauvaises en engendrent de pires» et le député bloquiste d'ajouter «La loi C-20 est une mauvaise loi, mauvaise pour le Québec, mauvaise pour le Canada, mauvaise pour la démocratie. Elle devrait être retirée.»

L'avantage de la glace

Le ministre des Affaires intergouvernementales commença également son discours en citant Jean-Jacques Rousseau: «Où je vois le beau, le vrai, là est ma patrie» et Stéphane Dion ajouta «L'Université McGill est ma patrie». Il fut applaudi chaudement. Dès lors, il était possible de comprendre que l'auditoire lui était acquis d'avance et que le ministre essayait de flatter ses partisans.

L'ancien professeur de sciences politiques de l'Université de Montréal enchaîna en vantant les mérites du Québec dans le contexte de la mondialisation. Par ses ressources naturelles, sa superficie, ses politiques sociales et tous les autres points forts généralement concédés au Québec, Stéphane Dion affirma que toutes ces richesses lui appartiennent commes elles appartiennent à tous les Canadiens.

À l'opposé de Daniel Turp qui choisit de tenter de prouver que le projet C-20 était injuste, Stéphane Dion choisit comme stratégie d'attaquer les leaders du camp souverainiste. Pour ce faire, il reprit des citations de Lucien Bouchard, Jacques Parizeau, Mario Dumont et Bernard Landry, afin de démontrer la confusion qui semble régner chez ces leaders québécois, et la faiblesse de leur projet d'affirmation nationale. Tactique qui semble avoir plu à la majorité de l'auditoire entassé dans une petite salle du pavillon Leacock.

Par exemple, Stéphane Dion cita deux passages contradictoires de discours prononcés par le ministre des Finances du Québec, Bernard Landry. Il s'agissait de l'éventuel partenariat d'un Québec souverain avec le reste du Canada. Effectivement, les deux citations semblaient montrer une certaine contradiction dans les propos du vice-premier ministre. Stéphane Dion se permit donc d'ajouter: «Par charité chrétienne, nous avons introduit la loi sur la clarté pour l'aider». D'ailleurs, le terme «confusion» semble être un qualificatif que le ministre des Affaires inter-gouvernementales aimait bien coller au clan souverainiste.

M. Dion termina son allocution en expliquant la raison fondamentale qui les poussait, lui et son gouvernement, à vouloir faire adopter le projet de loi C-20: «Je veux être sûr que la loi sur la clarté demeure parce que je suis Canadien et j'ai le droit de le rester.»

Une fin de match relevée

En général, le discours de Stéphane Dion était un peu moins lu alors que Daniel Turp ne semblait pas dévier de son texte. Cette assurance du ministre pourrait bien être expliquée par le fait que l'événement se déroulait dans une université anglophone où l'auditoire lui était déjà acquis. À l'opposé, il est compréhensible que Daniel Turp se soit attendu à ce que son message soit plus difficile à faire passer. Des appréhensions qui se concrétisèrent lors de la période de questions, alors que la majorité des participants tentaient vraisemblablement de ridiculiser le député du Bloc québécois en soulevant certains points sensibles. Des questions auxquelles les deux parlementaires ont généralement habilement répondu, provoquant quelques échanges enflammés entre les deux. Le ministre Dion allant même par moment jusqu'à couper la parole au député Turp. Par ailleurs, il est intéressant de constater que le député du Bloc québécois s'exprimait dans un anglais impeccable alors que Stéphane Dion ne pouvait pas nier ses racines francophones.

En conclusion, il serait difficile de proclamer un grand vainqueur à l'issue de cette conférence. Toutefois, en considérant dans quel milieu et devant quel auditoire Daniel Turp prononça son exposé, il mérite une mention honorable. Il a su demeurer calme devant un public qui lui était définitivement hostile, et un membre du caucus libéral qui avait tendance à s'emporter.

Un dossier à suivre

S'il nous a été permis d'assister à un débat fort intéressant vendredi dernier, le gros de l'action reste à venir. Le Bloc québécois distribuera cette semaine une version commentée du projet de loi C-20 dans tous les foyers québécois. De plus, les activités parlementaires reprennent le 8 février à la Chambre des communes et le projet du ministre Dion figure à l'ordre du jour. ⊘

Cette semaine Aude se prend pour une columnist

L'indécence n'a pas de talons hauts

Ça a été de justesse, mais on s'est sauvé d'un scandale cette semaine. Le simple fait que l'idée, je parle de cette histoire de subventions des équipes de hockey, le simple fait donc que l'idée de prendre les surplus des impôts de monsieur et madame tout le monde pour les donner à des millionnaires ait germé dans la tête d'un ministre, et qu'on se soit rendu jusqu'à l'étape du plan d'aide officiel sans que personne parmi la foule de gens influents qui sillonnent chaque jour les dédales de corridors du parlement n'ait arrêté monsieur Manley est révoltant au moment même où les salles d'urgence sont surpeuplées. D'ailleurs le projet de monsieur Manley partageait la première page de *La Presse* avec l'histoire d'une dame qui a décidé d'aller soigner son cancer en Turquie (notez l'endroit, pas en Suède ou aux États-Unis) parce qu'elle en a assez d'attendre.

Mais moins de trois jours après, du jamais vu en politique canadienne à ce qu'on dit, le gouvernement fédéral retirait son projet de financer les équipes de hockey professionnel. Même la TPS n'avait pas provoqué tant de remous au sein de la population.

Faut dire que cette fois, ça allait dépasser les bornes. Failli tomber en bas de ma chaise quand j'ai entendu ça. Quoi? Subventionner ces gros braillards qui nous arrachaient des larmes en 1995 quand il s'agissait de signer des conventions collectives assez étoffées pour nourrir la moitié de l'Afrique? Refuser des subventions à des artistes mais accorder celle-là au nom de la culture canadienne?

Cette histoire de «sport canadien», ça ne me revient pas. Marre de ce nationalisme qui récupère tout… Les déclarations du ministre de l'Industrie me rappelaient le sentiment de malaise que j'éprouvais lors de la victoire iranienne contre les Etats-Unis durant la Coupe du monde en France il y a deux ans, alors que l'on brûlait des drapeaux américains dans les rues bondées de Téhéran. Un antiaméricanisme démesurément exacerbé qui tenait du surréalisme plus que du nationalisme. La comparaison est un peu grosse, j'en conviens, mais le principe est le même. Cette fois, il faudrait donc aider nos pauvres petites équipes, symboles vivants de culture canadienne, de peur qu'elles ne déménagent chez nos méchants voisins du Sud et que se perde quelque part entre Ottawa et Chicago une parcelle de notre Moi en tant que peuple. Sniff. On fait d'une guerre de gros sous un combat du nationalisme canadien contre l'impérialisme américain, et la bataille est perdue d'avance – et pour ce que les quelques millions de monsieur Manley auraient changé, le principe est scandaleux. Pour être vraiment unique et vous différencier des Américains, monsieur chose, vous devriez encourager les équipes canadiennes à refuser la hausse toujours fulgurante des salaires, à créer une ligue canadienne, pourquoi pas, en suivant l'exemple du football. Ça ne marcherait pas, évidemment, mais au moins dans le principe vous encourageriez une véritable dissidence, la volonté de ne pas s'en laisser imposer, de refuser une course à l'argent qui est devenue démente. Ça, ça serait se distinguer des États-Unis, et si par miracle il restait des équipes après cette «épuration», vous pourriez peut-être vous risquer à dire qu'elles sont vraiment canadiennes.

À côté de moi, *La Presse* de la fin de semaine et les articles de Foglia sur la terreur et la misère en Irak. Misère partout, des bombes sur Grosny, les femmes d'Afrique et le Vénézuela qui pleure ses morts. Ma tête divague sur la mappemonde et soudain c'est le dégoût, une impression de détachement qui s'impose en superposant à nos jeux politiques toute la misère du monde. La futilité d'une minorité privilégiée qui se plaint. L'absurdité de songer que des gens sont payés pour pousser une rondelle dans un filet. On dirait des gros chats qui courent après une souris. Et surtout, l'indécence de cette histoire, l'indécence de seulement songer que quelqu'un, quelque part qui est en fait la porte à côté, a eu la tentation de donner d'autres sous à des millionnaires alors qu'on meurt dans l'indifférence générale et le froid sibérien de Montréal. ⊘

Coup d'état en Équateur

par françois caron

L'Équateur a vécu les heures les plus importantes de son histoire cette fin de semaine. Traversant la plus grave crise politique et économique des soixante-dix dernières années, le pays a vu le pouvoir exécutif changer trois fois de mains en 24 heures, et le peuple descendre dans les rues pour dénoncer la situation économique.

L'Equateur est en effet au bord de la banqueroute, et ce depuis plus d'un an. À force de subterfuges et de diplomatie, le poids de la dette a été sans cesse reporté sans jamais être résolu. En février 1999, l'État annonçait qu'il abandonnait la défense de sa monnaie. Les taux d'intérêt dépassant déjà les 100 p. cent, le sucre (la monnaie équatorienne) se dépréciait de 16 p. cent et entraînait la faillite de six banques derrière elle.

La chute du cours du pétrole (principale ressource du pays) et les ravages d'El Niño avaient plongé l'économie dans la crise, et la monnaie dans son sillage. En mars, un décret fermait toutes les banques pour éviter la fuite des capitaux. En juillet, la hausse de 13,1 p. cent du prix de l'essence faisait descendre les Équatoriens dans les rues et la grève générale paralysait le pays.

suite à la page 13

Gustavo Noboa, le nouveau président équatorien

Helmut Kohl contraint à démissionner

ENCORE UNE HISTOIRE DE FONDS DÉTOURNÉS

par isabelle gagné

La démission du père de l'Allemagne, Helmut Kohl, suite à la réception de fonds illégaux par son parti au début des années 90, met l'Union chrétienne-démocrate (CDU) dans l'embarras.

Kohl, qui a été l'un des artisans de la réunification de l'Allemagne en 1990, a été contraint de démissionner le 18 janvier de la présidence d'honneur de la CDU. Il a été à sa tête 25 ans, d'abord en tant que chancelier, puis comme président d'honneur depuis 1998.

Le parti a exigé son départ suite à son refus de donner les noms des généreux donateurs qui ont alimenté les caisses noires du parti. «Je ne me vois pas en mesure de briser la promesse que j'ai faite à quelques personnalités qui m'ont soutenu financièrement dans mon travail à la CDU», a indiqué Kohl dans un communiqué de presse.

Les 44 membres du présidium de la CDU, réunis mardi à Berlin, ont pris une résolution presque unanime (deux oppositions et une abstention). La déclaration issue souligne que «Helmut Kohl viole ses devoirs de président d'honneur, en continuant de refuser d'apporter sa contribution à la maîtrise de la crise et à l'éclaircissement des manquements».

La veille, le président de la CDU de Basse-Saxe avait révélé que neuf autres millions de marks d'origine douteuse avaient été retrouvés dans la comptabilité du parti, soit beaucoup plus que les 1,5 à deux millions d'argent noir qu'a reconnu avoir reçu Helmut Kohl.

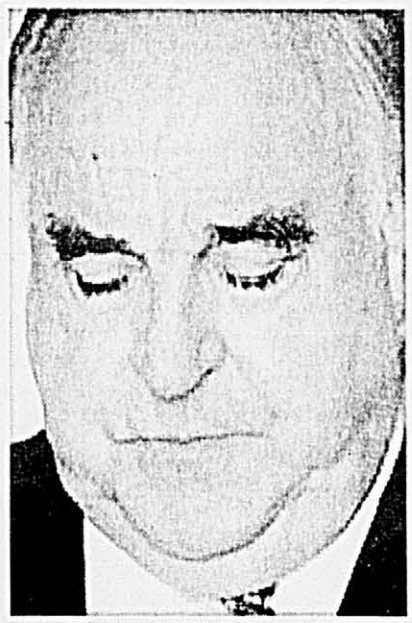
Si le scandale était d'abord contenu dans une valise, c'est par le marchand d'armes qui la transportait qu'il arrive, tout droit d'une prison canadienne. Karlheinz Schreiber aurait remis, en 1991, une valise contenant un million de marks à l'expert-comptable de la CDU. L'argent aurait servi à faciliter l'autorisation, par le gouvernement Kohl, de la vente de 36 blindés de Thyssen à l'Arabie Saoudite, et ce, en pleine guerre du Golfe.

Le scandale n'entache pas que Kohl. Le président du parti, Wolfgang Schäuble, a dû présenter ses excuses la semaine dernière, après avoir prétendu devant les députés connaître à peine Schreiber, alors que ce dernier lui avait remis 100 000 marks.

La CDU sous le choc

Entachée, la CDU s'effondre dans les sondages. Elle est en effet au niveau le plus bas de son histoire, ne recueillant plus que 29 p. cent des intentions de vote, comparativement à 46 p. cent en septembre. Le parti de Gerhard Schröder, le parti social-démocrate (SPD), profite de la crise, obtenant 44 p. cent d'appui selon les sondages, contre 32 p. cent en septembre.

L'Allemagne avait réussi jusqu'ici à éviter les grands scandales politico-économiques des années 90, qui ont ébranlé durement ses voisins européens, notamment la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, et particulièrement l'Italie.



Helmut Kohl, ancien chancelier allemand

La presse internationale n'a pas été tendre envers Kohl. Dans un article intitulé «Kohl's Shame» (La honte de Kohl), *The Economist* rappelle que si de tels scandales sont communs, voire banals, ils n'ont rien d'excusable: «Briser les lois du financement des partis frappe en plein cœur de la démocratie.» ⊘

Délits mineurs et autres délires

Môman!

Une des plus grandes fans de Daniel Turp était présente à la conférence qui se tenait à McGill vendredi dernier: sa mère. En effet, Madame Turp se faisait un plaisir de vanter les mérites de son fils et de ses petit-fils à qui voulait bien l'écouter, après la conférence. D'ailleurs ils nous a été possible d'apprendre que le fils de Daniel Turp étudiait le droit à l'Université McGill. Et Mme Turp de rajouter: «Pis il a juste vingt ans à part ça!» Bref, les grand-mères se ressemblent toutes.

- étienne ladouceur

Racheter du «pas-payé»!

Dans une annonce parue dans le *Journal de Montréal* dans son édition du week-end dernier, on pouvait lire qu'il est maintenant possible de se procurer des retailles de la fameuse toile en kevlar orange qui chapautait le stade olympique lors de ses premières années d'existence. Effectivement, une entreprise montréalaise revend chaque morceau de toile de quatre pouces carrés pour la modique somme de 4,75$. Une toile que les contribuables québécois n'ont toujours pas fini de payer. En d'autres mots, voulez-vous conserver un souvenir de cet éléphant blanc de l'histoire du sport au Québec?

-é.l.

Plein air

En plein centre-ville de Berlin, il est un parc public (le Tiergarten) où les gens se font leur pique-nique-barbecue du dimanche après-midi... flambant nus. Faut pas se tromper dans ce qu'on fait griller.

- céline furi

McGill vs Queen's

L'AÉUM regorge d'idées. Dommage que celles qu'elle trouve ne soient pas de son ressort. Elle vous invite désormais à soumettre vos idées, par le biais de sa page web, sur le thème suivant : « Donnez-nous les raisons pour lesquelles vous allez à McGill et non à Queen » [Kingston, Ontario]. Dans le Top 100 (qui ne comporte pour le moment que 12 éléments), on retrouve les éloquents « Queens fucks sheep! » et « « The Harvard of the North » vs « I'm sorry, where? » ». On se croirait à un match des Redmen.

- isabelle gagné

Incompétents

Les incompétents ignorent qu'ils le sont, ont conclu deux psycho-sociologues américains, à la suite d'une étude rendue publique jeudi. Justin Kruger et David Dunning ont constaté que les gens efficaces arrivent à s'auto-critiquer, tandis que les plus attardés manquent tout simplement de moyens pour s'évaluer objectivement. On saura quoi répondre la prochaine fois que « je n'ai rien à me reprocher »...

-i.g. ⊘

CULTURE

[théâtre]

Femmes sous influence

par perrine vennetier

Dans les années 30, au Mans, deux jeunes domestiques, deux soeurs, assassinaient leur patronne et sa fille. Avec une bestialité inouïe, leur arrachant les yeux, tailladant les corps, arrosant chaque cadavre du sang de l'autre. Combien de frustrations? Quelle haine pour en arriver là?

C'est ce fait divers qui inspira à Jean Genet en 1946 l'écriture de la pièce *Les Bonnes*, qui est actuellement présentée au Théâtre Prospero.

Quand Madame est sortie, ses bonnes jouent. Telle est l'histoire.

Elles investissent ses appartements, se parent de ses robes et jouent. L'une est Madame, l'autre reste sa boniche. Tour à tour. Ce soir, Claire (interprétée par Lea Marie Cantin) est Madame tandis que Solange (Frédérique Collin) endosse le rôle de Claire. Le rituel peut commencer, suivant un protocole établi sans doute par des années de jeu. D'abord la relation de maîtresse à domestique, polie par la flatterie. Puis la haine monte et vite les insultes éclatent. Madame crache son dégoût sur sa bonne et sa bonne crache sur Madame, sa douceur et son rang. Le but du jeu ? Tuer Madame. Mais ce soir là, la mascarade doit cesser, car Claire et Solange veulent agir au lieu de jouer.

Dans la mise en scène de Carmen Jollin, contrairement à celle créée initialement par Jean Jouvet, les bonnes frôlent la cinquantaine tandis que Madame est encore jeune. En plus d'être belle et distinguée: affront supplémentaire pour ses domestiques qui trainent désormais avec elles tout un passé de solitude, de désillusions et de frustrations. Le jeu des deux interprètes est stupéfiant. Entre malaise et désir, entre solidarité et jalousie, leurs voix portent le magnifique texte de Jean Genet comme autant de coups dans la poitrine du spectateur. Des vies de misère, l'expression ne pourrait pas tomber plus juste. Les bonnes crachent sur Madame, mais c'est aussi l'occasion de cracher sur elles-même et sur la pauvreté de leur condition. Entre les cris, la voix de Claire devient rauque et supplie Solange de l'aider et de la haïr. Pour son personnage de Madame ou pour elle-même? Les discours s'emmêlent. Les bonnes se révèlent. Elles sont vraies dans le jeu plus que nulle part ailleurs.

« Je tâchai d'obtenir un décalage qui, permettant un ton déclamatoire, porterait le théatre sur le théâtre », écrivait Jean Genet dans une de ses préfaces. C'est effectivement ce difficile exercice qui consiste à interpréter le jeu, de faire ressortir le vrai par le faux que réussissent admirablement Lea Marie Cantin et Frédérique Collin. L'interprétation de Annie Bienvenue du rôle de Madame n'est malheureusement pas à la hauteur. Certes, la perfection de Madame se doit d'être outrageuse, elle même doit être agaçante. Mais pas le jeu de son interprète, ce qui est hélas le cas. Au lieu de créer un malaise plus latent, le personnage de Madame reste caricatural. Une critique similaire peut être faite en ce qui concerne la bande sonore qui m'a semblé inutile. Quel besoin en effet de combler avec un air vaguement jazzy des moments de silences qui, purs, n'en auraient été que plus prenants ?

Les bonnes,de Jean Genet

Ces détails sont cependant vite oubliés par le retour des bonnes face à face dans une ultime cérémonie dont le dénouement est à découvrir par vous-mêmes. Au son des voix déchirées et devant les visages defigurés de ces bonnes, entre malaise et captivation, vous vibrerez.

Les Bonnes au Théâtre Prospero

Jusqu'au 12 février 2000

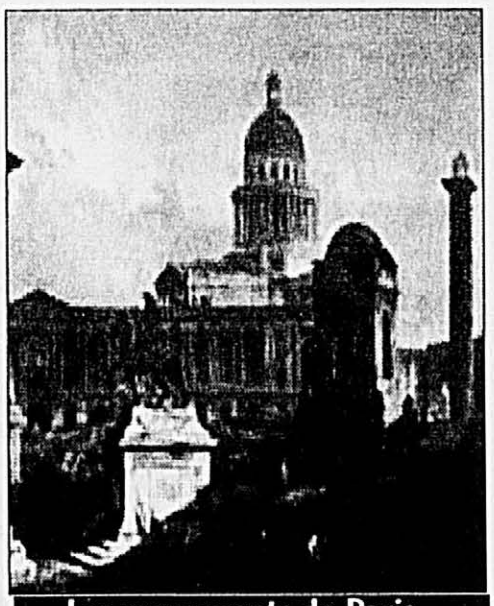
[beaux-arts]

Le Musée revêt des airs baroques

par isabelle villagi

Il est rare d'avoir l'occasion d'entrer de plain-pied, et en gardant les deux pieds sur terre, à l'intérieur du pays des rêves. Qui plus est, à l'intérieur du pays de rêves vieux de trois siècles. C'est pourtant ce que nous permet l'exposition " Triomphes du Baroque ".

L'exposition réunit vingt-quatre maquettes originales et miraculeusement conservées, ainsi que des peintures, des sculptures et de nombreux dessins et plans de projets architecturaux conçus ou réalisés entre 1600 et 1750. Presque aussi importante que la construction elle-même, la maquette s'inscrivait à l'époque dans le processus de création comme un test en soi pour la viabilité du projet. Toutes les dimensions et détails se devaient d'être respectés par l'ébéniste chargé de la réalisation. L'œuvre était ensuite examinée sous toutes ses coutures par le monarque à qui elle était présentée, puis ce dernier ordonnait les modifications ou refusait le projet. Certaines des maquettes présentées à l'exposition ne sont donc pas passées au stade de la construction parce que jugées trop ambitieuses ou trop coûteuses.


Les monuments de Paris - Hubert Robert, 1788

Ces maquettes hardies et abondamment décorées parlent donc d'illusion, d'espoir et de calcul politique, mais également de la petitesse de l'humain face à sa propre ambition sans limites. Elles sont témoins d'une époque de révolution et de création fébrile. Ces projets fous d'un temps où tout est permis illustrent le rêve en trois dimensions. L'exposition nous fait partager l'utopie telle que décrite par les artistes baroques. En effet, c'est une expérience intime que de pouvoir entendre l'écho des confessions, entre les murs de bois peints en faux marbre, de l'humanité du dix-septième siècle. Les rumeurs, les idées de grandeur, le brouhaha de la cité, la mégalomanie et son frère l'Orgueil se profilent dans l'ombre des monuments. À l'image de leurs créateurs, ils sont extravagants et torturés.

Bien sûr, la magie de l'esprit baroque nous permet de nous transformer en nains pour quelques heures et ainsi nous aider à nous perdre dans les moulures et les colonnades. À cette taille, il est plus facile de fureter en symbiose parfaite avec la somptuosité de ces œuvres venues des quatre coins de l'Europe. À nous seuls appartient le droit de ne plus vouloir redevenir des grands et de retrouver notre rue d'immeubles carrés...

Vue de la Fontaine de Trévi à Rome - Giovanni Paolo Panini

Triomphes du Baroque, Musée des Beaux-Arts

Jusqu'au 9 avril 2000

[photo]

The Best of Him : Bryan Adams, photographe

UN HOMMAGE À DES FEMMES CANADIENNES EXCEPTIONNELLES, PRÉSENTÉ AU MUSÉE MCCORD.

par caroline laroche

Il s'agit bel et bien du même Bryan qui est allé gratter sa guitare aux côtés de Mme Angélil au Centre Molson. Quand il ne sue pas à grosses gouttes sur une scène, il aime s'adonner à un passe-temps un peu plus tranquille, la photographie. Résultat : *Made in Canada*, une exposition de photos tirées de son livre du même nom, et dont les profits iront à la recherche sur le cancer du sein.

Dans les années passées, Bryan Adams avait à quelques reprises agi en philantrope pour la recherche sur le cancer du sein, en participant à des concerts-bénéfices. Il se sentit davantage concerné lorsqu'il apprit que l'une de ses amies était atteinte de la maladie. C'est donc par une photographie de l'amie en question – Donna, aujourd'hui décédée - que s'ouvre l'exposition Made in Canada. Heureusement, le désir de sensibiliser ne sombre pas dans l'étalage obscène de douleur humaine : sur la soixantaine de photos exposées, trois seulement se rapportent au cancer du sein. Et Bryan Adams prouve qu'il mérite d'ajouter le titre de photographe à ceux qu'il possède déjà.

Photos au féminin

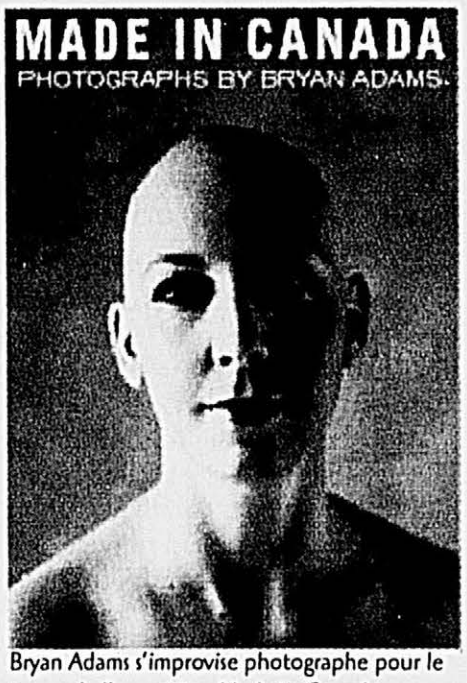
En effet, quelques-unes de ses oeuvres dépassent le statut de simple image et savent transmettre l'essence de la femme photographiée. À la fois sobres et expressives, les photos de Bryan Adams misent beaucoup sur les contrastes lumineux, l'ombrage et l'esthétisme géométrique. Le rockeur à la mèche rebelle s'est ingénié à mettre en valeur ces femmes exceptionnelles, à les immortaliser dans une attitude, un état d'âme qui se rattache à leur passion, à leurs souffrances. Les clichés de la nageuse synchronisée Carolyn Waldo, qui ont été pris sous l'eau, sont particulièrement réussis. On y retrouve aussi Margot Kidder – Lois Lane dans Superman - , fanée, les yeux vides, tourmentée par la bataille qu'elle doit livrer à son esprit (elle souffre de troubles psychologiques depuis quelques années). Également, Margaret Trudeau, l'ex-épouse de notre ex-Premier ministre, est croquée se prélassant... dans un bain moussant.

Dans le lot des photographiées, on retrouve beaucoup de mannequins et d'artistes : Alanis «Je-suis-Dieu» Morrissette, Pamela «Je-n'ai-plus-mes-seins-en-silicone» Anderson enveloppée dans l'unifolié (de quoi rendre Sheila Copps jalouse!), Céline « Je-veux-un-enfant » Dion. On peut s'insurger contre le fait qu'il ait choisi trop souvent des personnalités déjà surexposées dans notre univers médiatique, mais il faut admettre que ses sujets proviennent aussi de domaines très variés. Entre autres, citons la juge Louise Arbour, l'écrivain Margaret Atwood, la danseuse Karen Kain, la championne d'aviron Silken Laumann, la skieuse Kerrin Lee-Gartner, Kim Campbell (hé oui!). Cependant, on y retrouve peu de Québécoises : la mannequin Ève Salvail et les quintuplées Dionne se rajoutent à la maigre liste qui, étonnamment, ne comprend pas Julie Payette.

Un musée mcgillois

Voué à la « préservation d'artefacts associés à l'histoire du Canada » - dixit le feuillet promotionnel - , le Musée McCord présente également son exposition permanente Simplement Montréal : coup d'œil sur une ville unique. Il s'agit d'une installation comprenant plus de 800 objets disparates rappelant l'histoire montréalaise. Je me dois de souligner la présence d'un jeu de hockey sur table, mis à la disposition des visiteurs pour des heures de plaisir garanti. Petite parenthèse : le site web du Musée ne fait aucune mention de l'exposition *Made in Canada*, et affiche une page blanche sous la rubrique Expositions à venir. Félicitations pour l'excellente statégie de marketing... ⊘

L'exposition Made in Canada, *photographies de Bryan Adams, au Musée McCord, 690 Sherbrooke Ouest*
Jusqu'au 30 janvier 2000



Bryan Adams s'improvise photographe pour le temps de l'exposition *Made in Canada*

[cinéma]

Budapest à la lumière du soleil

par françois caron

Du réalisateur hongrois Ystvan Szabo, *Sunshine* est une co-production allemande, autrichienne, hongroise et canadienne. *Sunshine* pour Sonnenschein («lumière du soleil»), le nom de la famille dont le film raconte l'histoire sur cinq générations.

Tenant à la fois du film *La marche de Radetsky* et d'*Au plaisir de Dieu* (de Jean d'Ormesson), ce film nous plonge dans la communauté juive sur plus de cent trente ans.

C'est tout d'abord Emmanuel, l'arrière-grand-père, qui quitte son village pour Budapest à la mort de son père, afin de fonder une distillerie. Il verra le déclin de l'empire austro-hongrois et s'éteindra le même jour que l'empereur François-Joseph.

Puis c'est Ystvan le grand-père. Juge, il épouse sa cousine Valérie et décide de changer son nom pour assouvir ses ambitions de carrière: Sors, ce qui signifie destinée en hongrois. Ce changement sonne le glas de l'ascension familiale.

Ystvan se voit bientôt contraint de protéger son frère Gustav, révolutionnaire communiste. Son fils aîné Ychtvan est un raté qui ne vit que par le rayonnement de son frère Adam, le père. Champion national d'escrime, Adam remporte la médaille d'or aux JO de Berlin de 1936, qui voient le triomphe du nazisme.

Arrive la seconde guerre mondiale, qui décime la famille. Et la scène clé du film. Dans un camp, le fils Yvan assiste impuissant à la mort de son père sous la torture. Seul rescapé avec sa grand-mère et son grand-oncle Gustav (réfugié en France), il plonge tête baissée dans le communisme pour se venger.

Trois générations de Ralph Fiennes

Plein de désillusions après la répression de Budapest en 1956, c'est lui qui décide de tout détruire et de recommencer à zéro, en s'appelant de nouveau Sonnenschein. Le dernier Sonnenschein, mais le premier depuis un siècle.

Sunshine, c'est aussi des symboles (une montre, une photo), qui reviennent tout au long du film. C'est un Ralph Fiennes (du *Patient anglais*) impérial, incarnant tour à tour le grand-père, le père et le fils, et accompagné d'une formidable distribution (John Neville et William Hurt pour ne citer qu'eux).

Cette magnifique fresque, très académique dans sa réalisation, est également pleine de réflexions philosophiques sur le sens de la vie. La grand-mère qui voulait seulement «photographier la beauté des choses». Ou ce conseil de père en fils: «N'oublie jamais d'où tu viens et ce que tu es».

C'est enfin, à travers le destin d'une famille, toute l'histoire de l'Europe centrale qui nous est contée, avec ses trois régimes successifs: monarchie, fascisme et communisme. Une mention toute particulière à la musique de Maurice Jarre qui, rajoutée aux compositions de Strauss, Mendelsohn et Beethoven, rend cette oeuvre grandiose.

Mentionnons enfin que Sunshine est le film avec le plus de nominations au prochain Gala des Génies: 14 au total, dont celles du meilleur film, de la meilleure réalisation, du meilleur acteur pour Ralph Fiennes, de la meilleure actrice pour Jennifer Ehle, et pas moins de 4 des 10 nominations pour un second rôle. ⊘

[théâtre]

Histoire d'une lucidité fatale

par sylvain larocque

ENTREVUE AVEC IGOR OVADIS

Le moins qu'on puisse dire, c'est que depuis son arrivée à Montréal en 1990 suite à l'effondrement de l'ex-URSS, Igor Ovadis ne chôme pas. Le comédien et metteur en scène a joué dans de nombreuses séries télévisées (*Ent'Cadieux*, *10-07*, *Ces enfants d'ailleurs*), très souvent au théâtre, et dans le film *Cosmos*, en plus d'enseigner au Conservatoire d'art dramatique de Montréal depuis 1992. Et voilà qu'il met en scène pour le Théâtre Denise-Pelletier son plus grand spectacle à ce jour: *Crime et châtiment*, une adaptation du célèbre roman de Dostoïevski.

L'idée de mettre en scène ce classique de la littérature universelle est venue à Igor Ovadis alors qu'il dirigeait un exercice à partir de textes de Dostoïevski au Conservatoire.

«J'ai réalisé à ce moment-là que *Crime et châtiment* était une tragédie, explique Ovadis. Et c'est une tragédie parce que son écriture est profondément théâtrale. Crime et châtiment n'est pas, comme on le dit souvent, une tranche de vie réelle. Au contraire, l'écriture est artificielle, théâtrale, elle transpose la vie réelle: tout "l'absurde blessant" de la vie y est, tant dans sa dimension ridicule que dans sa dimension tragique.»

C'est probablement pourquoi le romancier et critique russe Vladimir Nabokov (1899-1977) a écrit: «Il semble que Dostoïevski ait été choisi par le destin des belles-lettres russes pour devenir le plus grand auteur dramatique de son pays, et qu'il se soit fourvoyé en écrivant des romans.»

«Pour Dostoïevski, le théâtre classique de cette époque avec deux, trois décors, c'était pas intéressant», renchérit Igor Ovadis en entrevue au *Délit français*.

Une mise en scène traditionnelle ne conviendrait donc pas, selon Ovadis. «On ne pouvait pas jouer la longue scène, changer le décor et ensuite commencer la scène suivante, explique-t-il. Ça aurait enlevé tout le rythme du roman, où tout se passe comme dans un cauchemar, très vite. En fait, on doit vraiment avoir la sensation que le temps va très vite, qu'il a perdu le frein et qu'il va tomber dans le précipice...»

Il a donc trouvé avec la scénographe Charlotte Rouleau «de belles constructions qui bougent, qui se transforment, qui donnent la possibilité de jouer et de marcher à la fois», pour donner une mise en scène «active tout le temps».

«Même si ça dure trois heures, ça n'arrête jamais, les scènes ne s'installent jamais comme il faut sur scène, les brisures sont très brusques. C'est un drame policier bizarre comme tout Dostoïevski, et on a voulu faire ressortir cette bizarreté.»

Quand le crime rattrape...

L'action du roman se passe en Russie, à Saint-Pétersbourg, dans les années 1860. Raskolnikov est un jeune étudiant doué qui, faute de moyens, a dû abandonner l'université. Convaincu que certains êtres exceptionnels, au nom d'une morale supérieure, doivent échapper à la morale commune, il décide, affamé et misérable, de débarrasser la société d'une personne nuisible: il choisit une vieille usurière qu'il vole et assassine, souhaitant utiliser l'argent du butin pour aider sa mère et sa sœur.

Tout juste revenu chez lui, il est convoqué par la police : fiévreux et nerveux, il s'apprête à confesser son meurtre. Or la raison de cette convocation est toute autre: il s'agit d'une plainte de sa propriétaire pour loyer impayé. C'est alors que son crime commence à le ronger de l'intérieur. Le juge d'instruction chargé de l'enquête sent bien l'angoisse dévorante du jeune homme. Pourtant, il interroge le jeune homme sans l'accuser.

La vie de Raskolnikov devient vite un enfer, que ce soit en essayant de porter assistance à sa mère et à sa sœur, en se liant avec Sonia, la prostituée au cœur pur, ou en entrevoyant le destin trouble d'un autre tueur, Svidrigaïlov. Nulle part, Raskolnikov ne peut fuir son crime...

«D'avoir pu saisir, décrire, comprendre la part de mal qui existe en chaque être humain, voilà la grande force de Dostoïevski», écrit Paul Lefebvre dans le programme.

Igor Ovadis confirme: «On lit Dostoïevski et on se reconnaît dans ses personnages les plus extrêmes. Et ça, ça fait peur. Quand j'ai lu pour la première fois les *Carnets du sous-sol*, je me disais: cet homme connaît mes pensées les plus secrètes.»

Il n'est donc pas étonnant que dans la mise en scène d'Ovadis «on ne joue pas la philosophie de Dostoïevski, on ne joue pas les idées, ni les problèmes», mais plutôt le récit comme tel. «On a voulu faire ressortir de ce roman toute l'histoire, l'histoire au complet, avec toutes les scènes qui existent dans le roman. Tous les personnages et l'histoire des personnages, on a voulu garder ça.»

«La beauté dans les romans de Dostoïevski, c'est la polyphonie, la présence de plein de choses en même temps. Et d'habitude quand on adapte le roman, on coupe plein de scènes pour se concentrer sur telle histoire ou telle ou telle ligne. Nous voulions faire tout ce cauchemar ensemble. Conserver tous les petits détails ridicules et absurdes qu'on coupe toujours parce que, dit-on, ça enlève le "pathétique".»

De toute façon, estime Ovadis, dans les tragédies, «les problèmes et la philosophie» finissent toujours par rebondir. Mais Igor Ovadis et Serge Mandeville, avec qui il a fait l'adaptation, n'ont pas concentré leurs efforts à «jouer les mots» tels qu'ils sont dans le roman. Pour cela, dit Ovadis, les gens n'ont qu'à prendre le roman et lire.

La beauté de la langue parlée

Pour l'adaptation, Ovadis et Mandeville ont travaillé en parallèle, l'un avec la version originale russe du texte, l'autre avec la traduction française. Le roman faisant plus de 700 pages, de nombreuses coupures se sont imposées: «J'ai commencé par couper la version française parce que je ne pensais pas pouvoir couper assez dans la version russe, explique le metteur en scène en riant. Dans la version française, je coupais un peu plus facilement. Ce n'est pas que la traduction n'est pas bonne, mais c'est plus facile pour moi de couper dans la version française les phrases que je trouve si belles en russe.»

Comme plusieurs, Ovadis est attaché à la langue de Dostoïevski, qui est le plus souvent la langue populaire du milieu du 19e siècle. «Ce n'est pas du tout littéraire, c'est vraiment la langue parlée avec beaucoup d'erreurs. C'est ça la beauté de la langue. Si on essaie de traduire avec les erreurs, ça devient vraiment bizarre. Alors ce qu'on a essayé de faire, c'est des phrases simples qui doivent être claires tout de suite sur scène.»

Pour Ovadis, la langue sur scène doit traduire l'énergie des phrases originales du roman et non pas chaque mot pris individuellement. Pour aider son collègue à choisir les mots français les plus appropriés, le metteur en scène a «essayé de lire des passages à Serge en russe, même s'il ne comprenait pas ce que les phrases voulaient dire, pour qu'il sente l'énergie qu'elles dégagent. Le son, c'est important: parfois en russe un mot grave correspond à un mot doux en français...» ⊘

Crime et Châtiment, au Théâtre Denise-Pelletier (514) 253-8974

Les interviewers de code 99

9 : Très satisfait

par sylvain larocque

Pas besoin d'avoir une maîtrise en marketing ou en sciences po pour le savoir: les sondages mènent le monde, du moins ceux qui prennent des décisions «en notre nom». Et que veut dire le «code 99» dans le joyeux univers des maisons de sondage? «Ne sait pas».

Évidemment, vous en conviendrez, «ne sait pas» n'est pas tout à fait le genre de réponse que recherchent les exécutifs de multinationales ou de partis politiques quand ils nous «sondent». Pour tout dire, l'ignorance avouée d'un «répondant» sur une question qui ne préoccupe souvent que le sondeur et son client, est tout simplement inacceptable pour ceux qui décident de quoi sera composé le prochain cocktail de fruits à succès ou comment sera annoncé le Big Mac au McDo le plus proche de chez vous.

C'est pourquoi les 11 «intervieweurs téléphoniques» en vedette dans la pièce *Code 99* de François Archambault n'ont pas le droit de l'utiliser, ce code maudit. Parce que, leur explique Boss, tout le monde a toujours une opinion sur *toute*, même sur l'étalage des fruits chez IGA, même si vous n'y avez jamais mis les pieds. Pour le sondeur, c'est la «perception» qui compte avant tout, car c'est en se basant là-dessus que les consommateurs... consomment.

Unis dans cette tâche difficile et ingrate sont des êtres hors du commun qui projettent un air assuré — ce sont quand même eux qui vous appellent à l'heure du souper pour vous demander si vous avez dépensé 200$ ou plus au cours des deux dernières années en couvre-plancher... — mais qui en réalité sont profondément «indécis».

La pièce est une fresque théâtralo-musicale dans laquelle chaque personnage vient chanter son mal de vivre, du poète maudit perturbé à la nymphomane urbaine, du «nerd» dépendant affectif à la Jesus freak. Beaucoup de chansons, donc, un peu trop en fait quand on constate que certains des jeunes comédiens n'ont pas de voix du tout, mais surtout un jeu rythmé, dynamique et consistant qui garde l'attention du spectateur.

À cet égard, ce sont les scènes de groupe, au travail (les comédiens sont assis en rangée l'un derrière l'autre, face au public), magnifiquement synchronisées, qui sont les mieux réussies, de même que les scènes de «breaks», où tout le monde se détend de l'absurdité de la tâche en tirant un petit joint et en révélant ses «bébittes», qui échappent à coup sûr aux sondages et à leurs initiateurs, qui n'en ont rien à faire. D'autres scènes encore permettront à François Archambault de s'en prendre avec virulence à notre rapport à la pauvreté et à la guerre, aux médias, à la pub, à l'ésotérisme...

La magnifique scène finale, centrée autour de la méchante Boss, clôt le spectacle de façon franchement émouvante, et fait réfléchir le spectateur comme il se doit. À ne pas manquer si vous avez trois heures libres cette semaine... ⊘

Théâtre Fred-Barry (514) 253-8974

Jusqu'au 29 janvier 2000

Nouvelle date de tombée du concours littéraire «Quartier(s)» : 28 février 2000

En raison de problèmes techniques la semaine dernière, nous reproduisons le texte d'Évangéline

[théâtre]

En coulisses

ou Les dessous d'une Grenouille

par évangéline faucher

Lors de notre numéro précédant la relâche des Fêtes, le Délit français vous a présenté l'auteur fétiche du Théâtre de la Grenouille, Paul Volga, ainsi que sa toute dernière création, une adaptation du *Cymbalum Mundi* de Bonaventure Des Periers. Intriguée par le succès sans précédent qu'a connu la dernière production de la Grenouille, le Délit a eu envie d'aller jeter un œil impudique derrière les rideaux du Théâtre Players afin d'épier la Grenouille dans son plus simple appareil...

D'abord, à tous ceux qui se proposaient de participer à la prochaine production de la troupe, sachez qu'à la Grenouille vous aurez affaire à de fameux coquins qui aiment bien prendre au piège leurs aspirants comédiens. En effet, les audacieux et les timides qui se sont, cette année, présentés à ce qu'ils croyaient n'être qu'une simple séance d'informations ont eu la surprise d'avoir à passer, tout de go, une audition. Il s'agissait ici pour Guy Boutin, meteur en scène, de détecter d'emblée les sujets capables d'un véritable travail d'acteur: «Tous ceux qui ont été choisis avaient une grande flexibilité et un désir d'aller plus loin dans le personnage». Ce sont d'abord ces deux qualités qui ont déterminé le choix des onze comédiens retenus.

La formation d'une troupe

La Grenouille permet aux jeunes comédiens de participer à une expérience se rapprochant de celle du théâtre professionnel. Ainsi pour Caroline Cardona, devoir jouer cinq soirs de suite représentait un défi tout autre que ceux qu'avaient pu lui procurer les productions de son école secondaire. Le *Cymbalum Mundi* a même été l'occasion d'un baptême dramatique pour Karim Alí et Amélie Barras qui montaient sur les planches pour la toute première fois. Pour Mylène Latour, qui a fait toutes ses études en anglais, l'expérience de la Grenouille devenait pour elle l'occasion de renouer avec la communauté francophone. Si l'expérience théâtrale des membres de la troupe est diverse, tout aussi divers sont leurs domaines d'études ou même leurs nationalités: ils sont Syriens, Égyptiens, Suisses, Français, Italiens et, d'ajouter Mylène Latour, «Québécois pure laine aussi».

Une fois le groupe de comédiens choisi, il s'agit de faire du groupe une troupe: les deux ou trois premières séances seront donc consacrées à divers exercices de voix, respiration, diction, gestuelle et surtout d'improvisation qui, loin de se vouloir une formation accélérée, ont surtout pour objectif de bâtir un esprit d'équipe car, pour Guy Boutin, «créer une unité dans le groupe, créer des liens, former une équipe est une grande partie de la réussite d'un spectacle». Cependant, la troupe s'attaquant à un texte fort imposant, a du rapidement délaissé ces préliminaires pour se mettre sérieusement au travail. Guy Boutin nous explique ici l'étape décisive du travail de table que tout comédien connaît bien: «On a d'abord fait un travail de personnage, on a essayé de trouver le personnage ensemble, beaucoup de travail de lecture, il faut essayer de trouver le ton juste». Travail de table auquel succède bientôt, le travail de mise en place et le jeu, véritablement : «la pièce se passant au XVIe siècle, on n'a pas travaillé énormément les personnages en rapport au vécu des acteurs, c'était tellement loin d'eux qu'il fallait se rapprocher le plus possible de la bande-dessinée, il fallait aller chercher le côté B.-D. de toute l'action, faire comprendre aux comédiens qu'ils devaient surjouer toujours un peu». Pourtant, il ne s'agit pas, pour Boutin, d'obtenir des comédiens un jeu grotesque et caricatural. Au contraire, il leur faut «atteindre les excès pour revenir après à un jeu plus juste» de dire le metteur en scène de la Grenouille.

L'exigence du metteur en scène

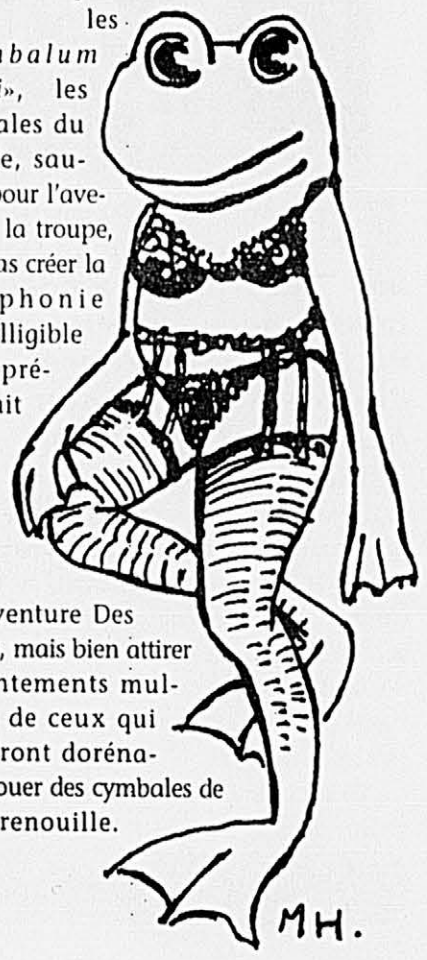
Boutin avoue avoir été aussi sévère avec ses comédiens en herbe qu'il l'eut été avec des professionnels. S'il ne peut demander à ses protégés la même perfection technique — du point de vue de la diction, par exemple — qu'il l'exigerait d'un comédien de métier, il ne peut cependant accepter le travail fait à demi: «J'ai été très sévère avec eux, tout le temps, très sévère! Je ne laissais rien passer. Le travail bien fait c'est excessivement important jusqu'à la fin. D'ailleurs, je n'ai commencé à leur dire des bons points qu'une semaine avant le spectacle: tant que vous ne le méritez pas le bon commentaire vous ne l'avez pas, c'est tout. Travail, travail, travail, articule, bouge bien ta réplique: faut qu'elle rentre plus vite que ça! Pas de silence! Trop de secondes! Pour moi le rythme c'est très important, on a beaucoup travaillé là-dessus».

Si la direction d'acteurs amateurs demande un travail de décortication du personnage, de diction et de timing souvent plus long et ardu que pour des professionnels, elle permet cependant une grande liberté: «J'essaie de travailler avec les acteurs pour qu'ils réussissent eux-mêmes à trouver le personnage sans que je ne les dirige trop. Ce que vous allez voir sur scène ça vient vraiment d'eux, ça vient vraiment de leurs propres recherches. C'est sûr que je les ai amenés dans la direction où je voulais qu'ils aillent, mais je ne leur ai jamais dit où aller». Pour Boutin, le principal avantage à travailler avec des amateurs demeure encore la fraîcheur: «La fraîcheur c'est des comédiens qui ne sont pas blasés, qui ont le goût d'aller plus loin, qui ne sont pas syndiqués et qui peuvent rester encore une heure de plus si besoin est. C'est l'art pour l'amour de l'art, quoi! Les professionnels, c'est différent: mon travail est fait, je prend ma paye, je rentre chez moi. C'est sûr qu'ils vont travailler avec beaucoup de professionnalisme et que ça va être très bon, mais quand je parle de fraîcheur c'est ce désir là, de sortir de scène et d'être excité encore par ce métier là; d'être bien excité ou encore d'être, comme Karim hier soir, profondément triste parce qu'on a manqué une réplique». Pourtant, bien qu'il adore le théâtre amateur, Guy Boutin revêtait pour la dernière fois le costume de metteur en scène de la Grenouille puisqu'il se retire de la troupe pour se consacrer entièrement à sa carrière de scénariste.

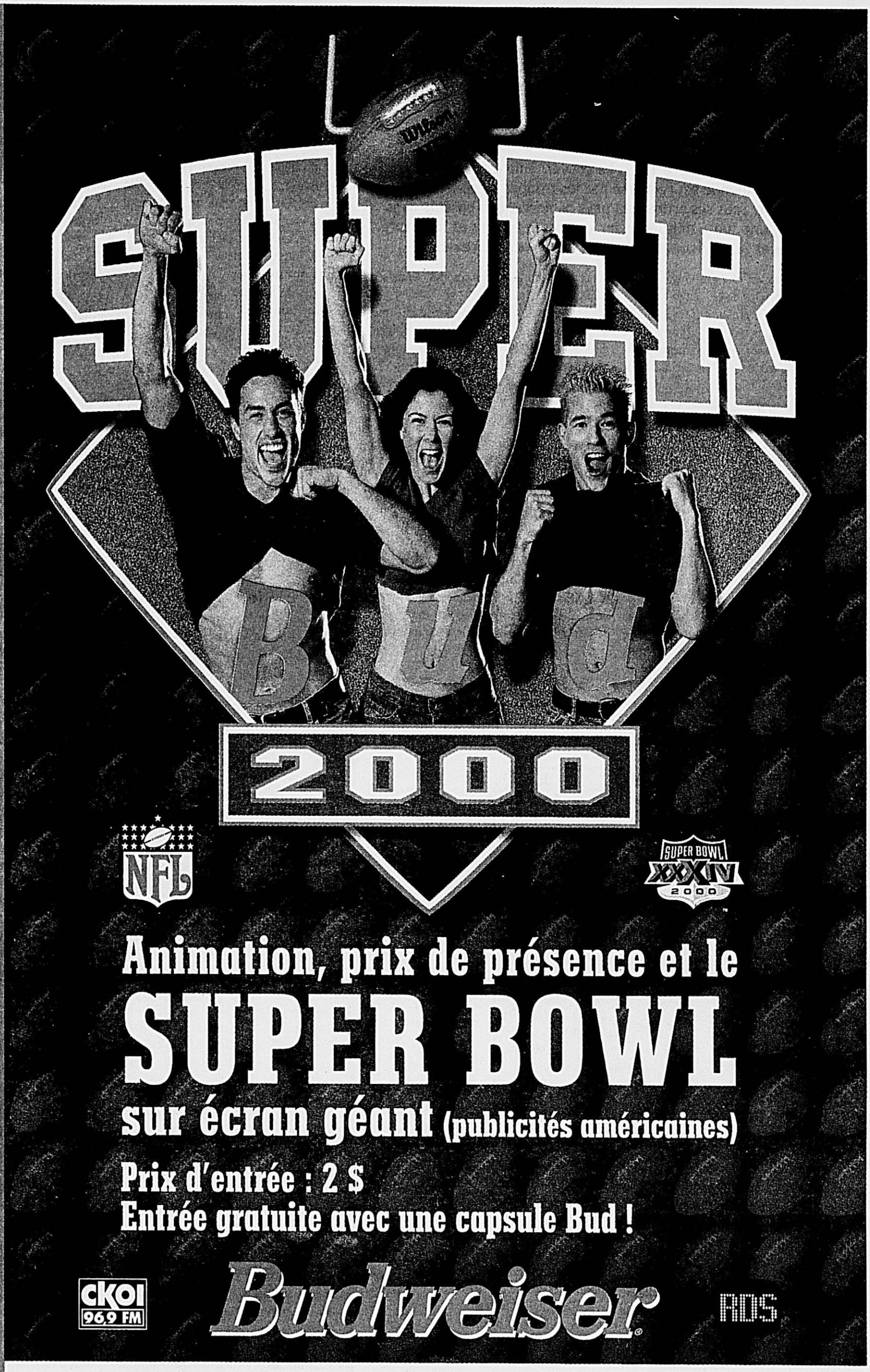
Un tandem efficace

Depuis maintenant trois ans que le duo Boutin-Volga a pris en main la destinée de la Grenouille, sa popularité n'a cessé d'augmenter. Ainsi chaque année, le théâtre de la Grenouille bat ses records d'assistance de l'année précédente. La crédibilité qu'est en train de se forger la troupe, si elle était demeurée jusqu'à maintenant à l'intérieur de l'enceinte de McGill, est en train de dépasser ses frontières. On calcule, en effet, qu'environs 15 p. cent du public de la Grenouille est désormais tout à fait étranger à McGill et aux comédiens et ce, grâce à la publicité effectuée par les membres de la troupe.Si l'excellence du travail d'acteur et de la technique ont su attirer à la Grenouille un public de plus en plus nombreux d'année en année, le travail de Paul Volga n'est certes pas non plus étranger à ce succès. Ce personnage énigmatique préférant l'ombre des coulisses à la lumière de la scène a exceptionnellement accepté, pour une seconde fois cette année, de se confier au *Délit*. Il faut dire que nous avons su le séduire par son point faible: la création littéraire. Jusqu'à maintenant, Volga avait proposé au public de la Grenouille des textes de son cru. Cependant il innovait cette année afin de nous présenter une adaptation du *Cymbalum Mundi*. Le processus lui ayant permis de faire de quatre dialogues distincts une pièce cohérente nous a particulièrement intriguée. Ce texte aussi énigmatique que son adaptateur est quasi inconnu du grand public et même de nombre de professeurs de littérature. Attribué à Bonaventure Des Périers, ces dialogues provoquent de plus en plus la discussion des spécialistes qui s'interrogent encore sur leur signification profonde ainsi que sur les véritables raisons ayant menées à leur interdiction. Pour procéder à son adaptation, Volga s'est véritablement approprié le texte. Ainsi, il a fait du premier dialogue, relatant une aventure de Mercure sur la terre, le lien devant servir à unir les divers dialogues. Le second dialogue mettant en scène des philosophes devient alors un épisode servant à renforcer le doute véhiculé par l'ensemble de la pièce quant au fondement de la vérité. L'utilisation faite du troisième dialogue entre une dame éplorée, un cheval et Cupidon est également intéressante: Volga reprend les personnages et les dialogues, mais en change complètement le contexte et du même coup la signification (à un premier niveau) afin de servir l'action pleine de rebondissements abracadabrants sur lesquels s'achève la pièce. Quand au quatrième dialogue, il est réduit à une courte allusion en début de spectacle. L'adapteur calcule «qu'il a grosso modo 40 p. cent du texte de la pièce qui se constitue de répliques reprises intégralement aux dialogues originaux. Il y a d'autres répliques qui ont été remaniées. Parfois, j'ai repris l'idée, mais en retravaillant le texte pour qu'il s'intègre bien à l'intrigue ou au jeu des acteurs». Quant aux répliques qui sont entièrement du cru de Volga, elles imitent assez bien le style de Bonaventure Des Periers pour ne pas être reconnues, même d'un public averti. Volga nous confie avoir également transformé les deux brigands en des personnages féminins afin de réserver quelques bons rôles aux comédiennes toujours plus nombreuses que leurs compères masculins dans les troupes d'amateurs. Modification qui, par ailleurs, renforcé encore la signification première de l'œuvre: «Étant donné que la pièce parle beaucoup de costumes, de jeux de pouvoir sur les apparences, pourquoi ne pas mettre en scène des femmes qui seraient déguisées en homme et de jouer la dessus, d'utiliser ce jeu pour servir le propos de la pièce». Ainsi la version du *Cymbalum Mundi* signée Volga devient-elle encore plus ambiguë et complexe que les dialogues originaux.

Paul Volga, à l'image de son acolyte Guy Boutin, quitte cette année la Grenouille pour se consacrer davantage à sa carrière. Espérons que les «*Cymbalum Mundi*», les cymbales du monde, sauront, pour l'avenir de la troupe, non pas créer la cacophonie inintelligible qu'appréhendait Bonaventure Des Periers, mais bien attirer les tintements multiples de ceux qui viendront dorénavant jouer des cymbales de la Grenouille. ⊘



LE MÉGA PARTY DU SUPER BOWL



Medley, 1170, rue Saint-Denis
Le 30 janvier 2000. Ouverture des portes à 16 heures.
Places limitées. 18 ans et plus.

Casse-tête chilien

par aude maltais

C'était le 11 septembre 1973. Le gouvernement socialiste de Salvador Allende est renversé par les troupes du général Pinochet. Sous ses ordres, un pays démocratique bascule dans la dictature, une junte militaire s'impose par la terreur et la torture. Dix-sept ans et 3000 victimes plus tard, la démocratie revient.

Mais Pinochet est toujours sénateur à vie et il restera même chef de l'armée de terre jusqu'en mars 1998. Hospitalisé à Londres quelques mois plus tard, il y est arrêté à la demande de Baltasar Garzon, qui demande au gouvernement anglais que l'ancien dictateur soit extradé vers l'Espagne pour répondre d'accusations de «génocide, tortures et disparitions» sur des ressortissants espagnols.

Augusto Pinochet a 84 ans. Il est vieux, malade et, aux dires des derniers médecins l'ayant examiné, peut-être même sénile. La décision des autorités britanniques de ne pas l'extrader vers l'Espagne en raison de sa mauvaise santé a fait l'effet d'une bombe mardi dernier et soulève une polémique qui reste sans issue: que fait-on d'un dictateur dont les crimes sont connus de tous mais qui n'a plus les capacités de comprendre son procès?

En admettant, bien sûr, que cela soit vrai. Car le ministre anglais de l'intérieur du Royaume-Uni, Jack Straw, a refusé de rendre public le dossier médical de Pinochet, comme le demandent les détracteurs du général. Et son affirmation catégorique du 11 janvier, où il soutenait que les médecins avaient déclaré, «de manière non équivoque et à l'unanimité», que Pinochet ne pourrait absolument pas assister à son procès parce qu'il est sénile, vient tout juste d'être démentie par John Grimley Evans, l'un des spécialistes réputés qui a examiné Pinochet le 5 janvier. Il rappelle que le rôle des médecins se limite à exposer les faits médicaux, non à juger de la capacité d'assister au procès.

Pinochet en otage

De fréquents rebondissements

Tout commence en septembre 1998, alors que Pinochet arrive à Londres pour y recevoir des soins hospitaliers. Pinochet n'est plus dictateur depuis 1990. Selon les conventions du droit international, cependant, il jouit encore de l'immunité diplomatique en tant qu'ancien chef d'État, et est donc théoriquement en sécurité en sol anglais.

Cependant, le juge espagnol Baltasar Garzon profite de l'absence de l'ex-dictateur du Chili, où il jouit pour toujours de l'immunité en tant que sénateur à vie, pour le faire arrêter, le 16 octobre. Garzon demande que Pinochet soit extradé vers l'Espagne pour y répondre à des accusations de génocide, de tortures et de disparitions sur des ressortissants espagnols au Chili. S'ensuivent de longues procédures juridiques pour refuser à Pinochet l'immunité diplomatique qui revient normalement aux anciens chefs d'État, où il serait jugé pour les crimes commis durant ses années de dictature.

Car si tous s'entendent sur le fait que Pinochet doit répondre de ses crimes, bien peu veulent que ce soit chez eux. Les contribuables britanniques en ont assez de payer la note de la longue bataille juridique entreprise par Garzon et Straw. D'autant plus que certains le considèrent comme un héros ou ont gardé, comme Margaret Thatcher, le sentiment d'une certaine dette envers le Chili qui, lors de la guerre des Malouines contre l'Argentine en 1982, avait aidé la Grande-Bretagne et permis de sauver les vies de nombreux soldats britanniques.

De son côté, l'Audience nationale d'Espagne (équivalent de la Cour suprême) a tenté depuis un an de contrer les ambitions du juge Garzon: l'Espagne ne veut pas porter le fardeau de la charge et se voir investie du devoir de juger l'ex-dictateur, compromettant ainsi ses relations avec le Chili.

Juger Pinochet au Chili?

Cette option était impensable il y a un an à peine, mais les derniers événements d'Europe ont sorti la justice et la population chilienne de la torpeur où elles avaient sombré depuis 1990, voulant à tout prix oublier la longue dictature et passer à autre chose. Aujourd'hui, une très grande majorité de Chiliens veulent connaître la vérité et que justice soit faite. Le juge Juan Guzman Tapia, chargé de 56 plaintes faites par des proches des victimes du régime, affirme que Pinochet devra se soumettre à la justice comme n'importe quel citoyen.

L'immunité politique dont jouissaient depuis 26 ans les forces armées - et donc Pinochet - s'est effondrée, et la loi d'amnistie imposée par le caudillo -toujours Pinochet - en 1978 afin de soustraire les militaires à la justice pour les crimes commis entre 1973 et 1978, a été ébranlée. Même l'ex-président, Eduardo Frei, a dû prendre position et déclare que Pinochet sera jugé s'il rentre au Chili. Les candidats aux élections présidentielles du 16 janvier 2000 ont dû se prononcer dans le même sens. Le Chili semble être prêt à faire ressurgir les démons du passé pour juger son ancien chef d'État.

Cependant, comme le fait remarquer le juge Guzman, pour que Pinochet puisse être jugé au Chili, il faut que la Cour suprême lui retire l'immunité dont il jouit en tant que sénateur à vie, et le processus est - évidemment - long et compliqué. Et revient le problème du départ: le général Pinochet est vieux, malade, et il va peut-être mourir avant que le processus soit terminé. Pourrait-il même assister à son procès et comprendre les questions? Même Amnistie Internationale a reconnu que toute personne a le droit d'être en bonne santé pour assister à son procès. Pourtant, on a jugé Maurice Papon en France alors qu'il était très âgé, et le Tribunal pénal international chargé de juger les criminels de guerre en ex-Yougoslavie a fait jurisprudence en maintenant les charges de crimes de guerre contre Dorde Djukic malgré la grave maladie dont il souffrait. Alors pourquoi pas Pinochet?

Pinochet le dictateur

L'Espagne, la France et les groupes de défense des droits de l'homme demandent un nouvel examen médical. Le Chili veut que Pinochet lui soit rendu. Les opposants à la décision de Straw avaient jusqu'à mardi passé pour faire valoir leur point de vue et permettre que se poursuive la procédure d'extradition vers l'Espagne, mais les possibilités que Pinochet se retrouve dans une prison espagnole semblent bien minces. La justice internationale saura-t-elle se superposer à celle des États pour que les anciens dictateurs répondent de leurs actes?

Pendant ce temps-là au Chili...

par axel wintrebert

Tandis qu'au Royaume-Uni chacun attend la décision finale du ministre de l'Intérieur Jack Straw sur le renvoi de Pinochet au Chili, «pour raisons médicales», les Chiliens ont élu leur nouveau président. Les deux principaux candidats, qui avaient jusqu'alors évité d'évoquer l'affaire Pinochet et les années de dictature, ont dû cette fois-ci prendre publiquement position, la perspective d'un procès de l'ancien dictateur dans son pays devenant de plus en plus probable.

À l'issue d'un scrutin très serré, c'est le candidat de la coalition de centre-gauche Ricardo Lagos qui a remporté le deuxième tour des élections présidentielles avec 51,3 p. cent des suffrages, devançant de peu son rival de droite, Joaquin Lavin. Vingt-sept ans après la mort tragique de Salvador Allende et le coup d'état militaire qui avait porté au pouvoir le général Pinochet, Ricardo Lagos est le premier président socialiste à être élu au Chili. Cette victoire a été célébrée à Santiago par une «fête de la démocratie» qui traduit bien les profonds changements intervenus dans la société chilienne depuis le rétablissement de la démocratie en 1989. Lagos, face à une foule rassemblée devant le palais présidentiel a eu ces mots : « Je serai le président de tous les Chiliens. Nous allons travailler ensemble avec ceux qui furent hier nos ennemis ». Le nouveau président s'est ensuite prononcé à mots couverts sur le sort de Pinochet en rappelant que les droits de l'homme figureraient parmi les priorités de son gouvernement et qu'il ferait respecter les décisions de la justice.

Cette élection présidentielle a renforcé la tradition démocratique du Chili, dramatiquement interrompue par la dictature. A l'issue des résultats, les deux candidats se sont donnés l'accolade et monsieur Lavin a déclaré, souriant: «Je suis à la disposition du nouveau gouvernement pour consolider l'unité des Chiliens». Il reste cependant à la société chilienne à passer un dernier test, sans doute plus passionnel et redoutable, celui-là: le jugement de Pinochet dans son propre pays. Depuis le début de l'affaire en octobre 1998, l'ancienne fracture gauche-droite est réapparue au Chili, mettant à mal la politique de réconciliation nationale entreprise par les présidents successifs depuis 1989. Pris entre une gauche qui veut que Pinochet paie pour ses crimes (sans doute un millier de morts et des actes de torture) et une droite qui considère que le général a sauvé le Chili, le dernier Président Eduardo Frei a fait pression sur le gouvernement britannique pour qu'il relâche Pinochet, en échange d'un procès de celui-ci au Chili.

Le sort de Pinochet est maintenant dans les mains du juge Guzman Tapia, surnommé le «Garzon chilien» en référence au juge espagnol qui instruit la plainte contre Pinochet. Guzman a déjà inculpé un certain nombre de militaires responsables de meurtres et d'actes de torture pendant la dictature, et ce en dépit de l'immunité dont ils bénéficiaient grâce à la loi d'amnistie votée avant le départ de Pinochet. Il devrait prochainement déposer une requête devant la Cour d'Appel de Santiago pour demander la levée de l'immunité sénatoriale de l'ancien dictateur.

suite de la page 6

En août, l'Equateur devait reconnaître qu'il était en défaut de paiement pour sa dette, ne pouvant payer les 93,5 millions de dollars américains d'intérêt de ses obligations Brady (obligations créées par le secrétaire d'État américain pour résoudre le problème de la dette latino-américaine). Ces obligations, ayant déjà perdu 70 p.cent de leur valeur, entraînaient un défaut sur les «eurobonds» (obligations internationales) pour 500 millions de dollars américains. Une première dans l'histoire. Même la Russie n'avait pas fait défaut sur ses «eurobonds» en 1998.

Pour pallier à cette situation, les autorités décidaient en septembre de gager les revenus du pétrole pour rembourser une partie des obligations. En octobre, l'Équateur est officiellement en faillite. La situation politique semble totalement paralysée. L'Équateur attend l'intervention du FMI (Fonds Monétaire International), le FMI celle des créanciers privés, et les créanciers privés celle de l'Équateur. Le parlement bloque tous les projets de réforme du président et une seconde défaillance survient sur les «eurobonds» pour un montant de 500 millions de dollars américains.

À la fin de l'année, la situation n'est guère plus brillante. Le PIB a reculé de 7 p.cent en 1999. Le sucre a perdu 67 p.cent de sa valeur (le dollar américain, qui valait 8 500 sucres en janvier, en vaut désormais 25 000). La charge de la dette est passée de 40 à 70 p.cent des revenus de l'exportation et la dette extérieure représente 93 p.cent du PIB. C'est la plus élevée par habitant de toute l'Amétique latine.

Soulèvement de la population

Face à la dépréciation de 17 p.cent du sucre dans les dix premiers jours de janvier, les autorités monétaires annoncent le 9 janvier la dollarisation de l'économie. L'état d'urgence est décrété pour faire face aux manifestations populaires des 12,5 millions d'habitants, devenues quotidiennes ces dernières semaines pour protester contre la chute libre des salaires.

C'est cette situation alarmante qui déclenche les événements. Vendredi matin, des centaines d'Indiens (une minorité ethnique de 3,5 millions d'habitants) descendent dans la rue et le congrès est investi. Le leader indien, Antonio Vargas, réclame le départ du président Jamil Mahuad. Mahuad destitué, un triumvirat est formé vendredi soir, avec le général Carlos Mendoza, l'avocat Carlos Solorzano et Antonio Vargas.

Néanmoins, quatre heures après la formation de cette troïka, le général Mendoza abandonne subitement le pouvoir. Le chef d'état-major des forces armées quitte par là même toutes ses fonctions militaires. Il dit avoir été en contact avec Washington et, face à l'«inquiétude des Américains», préfère démissionner pour «éviter un isolement international de l'Équateur». Les Équatoriens, qui s'étaient endormis avec le triumvirat, se réveillent avec la nomination de Gustavo Noboa à la présidence.

L'ancien vice-président de Mahuad voit sa nomination ratifiée par le congrès samedi matin. Il annonce d'emblée le maintien de la dollarisation et la poursuite des réformes. Ce dimanche, le retour au calme complet contraste avec l'effervescence des deux jours précédents, et les télévisions recommencent à diffuser les programmes habituels.

Mais rien n'est gagné pour l'Équateur. La bonne santé du système bancaire, condition nécessaire à la réussite de la dollarisation, est à mille années-lumière d'être atteinte. En outre, l'Équateur devra faire face à 289 millions de dollars américains d'emprunts arrivés à échéance en 2000, et à 721 en 2001, pour une dette totale de 16 milliards de dollars américains. Enfin, sur le plan politique, Antonio Vargas a déjà déclaré ce samedi que «jamais le peuple indigène ne va reconnaître Noboa comme président.» ⊘

Le 30 janvier, entrez à l'université par le salon.

Tout sur l'admission et les services offerts lors du Salon des études !
Dimanche 30 janvier de 11 h à 16 h au Pavillon principal (sous la grande tour).

Stationnement gratuit
Métro Université-de-Montréal

Information
514 343-6032
www.umontreal.ca

Université de Montréal

French cancan

Des barbares dans la cité

par véronique mistycki

Pavillons avec jardin ou tours de béton, confort et calme ou violence et exclusion sociale, la banlieue recouvre des situations assez variées.

La configuration des villes semble tout à fait différente en France et au Québec: alors qu'ici, banlieue rime souvent avec quartiers résidentiels et classes plutôt nanties, le schéma est complètement inversé en France. De l'autre coté de l'Atlantique, c'est le centre-ville qui est occupé par les classes aisées, alors que les banlieues sont bien vite devenues le territoire d'élection de la crise économique et de l'exclusion sociale.

Le terme de «banlieue» est même presque devenu politique, tant le sujet est sensible. La banlieue est en effet la première frappée par le chomage, la délinquance et l'échec social. Symbole de malaise, elle est le foyer d'une jeunesse désabusée en proie à la violence, d'un racisme féroce face aux enfants de l'immigration, et de dérapages d'une police souvent dépassée par les évènements. Chaque problème aggravant l'autre dans une sorte d'immense cercle vicieux. Fardeau du chômage, modèle parental disloqué, jeunes à la dérive: le schéma est classique.

Pour comprendre l'origine de ces divers problèmes, il suffit de voir de quelle façon les banlieues se sont formées en France. Suite à la Deuxième Guerre mondiale et aux destructions causées par les bombardements, le «baby boom» puis les fortes vagues d'immigration ont entraîné la construction rapide d'immeubles bon marché à la périphérie des villes. Ce sont ensuite les populations les plus pauvres qui s'y sont entassées, occupant des logements dont la plupart est aujourd'hui insalubre. La crise économique a été le catalyseur des tensions sociales accumulées dans ces quartiers, symboles d'exclusion.

La banlieue est devenue si lourde à gérer qu'un Ministère de la ville a été créé, et a vu son importance augmenter rapidement, surtout dans la dernière décennie. Ses actions vont des offres de stages visant à l'insertion professionnelle aux projets de vacances au bord de la mer pour faire sortir les jeunes défavorisés de leur «quartier», en passant par les projets d'aménagement urbain pour rendre tout simplement certains secteurs plus agréables à vivre. L'efficacité de tels projets reste pourtant largement mise en cause. Les résultats sont souvent plus probants au niveau associatif, plus proche de la population et de ses besoins, et offrant à chacun la chance de devenir un citoyen actif de la cité. Les associations sont donc nombreuses et diversifiées, certaines regroupant la population en fonction de leur origine, d'autres se battant contre des problèmes tels que la xénophobie (c'est le cas de SOS Racisme). Enfin, la plupart visent seulement à permettre aux jeunes de mettre leur temps et leur énergie au service d'une cause un peu plus constructive que la violence. On peut par exemple citer le projet original de l'association Zon'art, installée à Montmagny, en banlieue parisienne, et qui aide les jeunes à entrer dans la vie professionnelle en leur proposant de participer à des projets créatifs, tels que l'aménagement d'espaces récréatifs pour les enfants, ou encore la décoration d'espaces collectifs dans les entreprises.

Tous ces projets sont le reflet d'une prise de conscience: il ne s'agit plus d'entasser les populations pauvres loin de la ville, mais bien d'essayer de les intégrer dans un tissu social plus large. En somme, c'est le terme de banlieue lui-même qui est à remettre en cause, car il est synonyme d'enclavement et de rejet.

La banlieue soulève donc en France de nombreuses polémiques, et intrigue même les chercheurs. Ainsi, Jean-Pierre Garnier, urbaniste de formation et ingénieur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a publié il y a quelque années Des barbares dans la cité, ou il examine de façon très radicale et très froide les problèmes et les solutions envisagées dans ces quartiers.

Solutions que l'on discerne encore mal aujourd'hui, tant les problèmes y sont nombreux et complexes… et tant le sujet est devenu sensible.

Reste que la banlieue est aussi devenue durant ces dernières années un foyer de créativité pour les jeunes, au service de la remise en cause de la société. On a en effet beaucoup entendu parler de groupes tels que MC Solaar, Doc Gyneco, ou même Zebda, de comiques tels que Jamel ou Eric et Ramzy, qui viennent tous de la banlieue. On peut d'ailleurs aller s'en faire une idée plus claire avec le film Petits Frères, actuellement au cinéma Ex-Centris.

Banlieue comme miroir grossissant du malaise d'une société, et d'une jeunesse en mal d'avenir, voilà donc tout ce que peut recouvrir un tel mot en France. ⊘

CONFÉRENCE DE MONTRÉAL SUR LA PRÉVENTION

Un colloque bien utile

par sylvain larocque

«*On peut faire reculer le gouvernement*», a lancé l'animateur Daniel Pinard en brandissant la une du *Journal de Montréal* qui montrait un John Manley à l'allure «*plutôt dégoûtante*». Le célèbre cuistot faisait bien sûr référence à la spectaculaire volte-face du ministre fédéral de l'Industrie qui retirait, après un tollé populaire sans précédent, sa proposition d'aider les équipes de la LNH trois jours après l'avoir annoncée. Mais ce sur quoi Daniel Pinard veut faire «*reculer*» le gouvernement, c'est sur la question des organismes génétiquement modifiés (OGM), comme des centaines d'autres citoyens venus s'informer et manifester dans le cadre du colloque «Commerce et OGM», tenu samedi à l'UQÀM.

Le colloque, une initiative de Greenpeace, de Biotech Action Montréal, du Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQÀM et du Conseil des Canadiens, se déroulait juste avant le début des pourparlers à la Conférence extraordinaire des Parties à la Convention sur la diversité biologique pour la rédaction d'un protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, organisée par l'ONU cette semaine à Montréal.

Le titre ampoulé de la conférence laisse bien présager de la complexité du dossier, et vient renforcer le besoin de se renseigner de nombreux participants au colloque parallèle, comme cet enseignant à la retraite qui déplorait *«ne pas entendre parler de ça dans les journaux comme* La Presse *et* Le Journal de Montréal, *même si c'est une question fondamentale pour notre avenir à tous»*.

À la fin d'un atelier, un autre participant n'arrivait toujours pas à comprendre *«pourquoi le gouvernement aime les OGM»*, malgré les longues explications attentionnées du conférencier, Pierre Turcotte, détenteur d'un PhD en amélioration des plantes.

C'est bien là que se situent les inquiétudes des gens: les OGM sont-ils dangereux pour les être vivants et pour l'environnement? Et si oui, ou si nous ne pouvons en être sûrs, le jeu en vaut-il la chandelle?

Recherche insuffisante

Pour les nombreux intervenants qui ont pris la parole lors des dix ateliers proposés, la question est loin d'être réglée en raison de l'absence de recherche scientifique indépendante sur les effets à long terme des OGM.

Dans le film *Main basse sur les gènes*, de la sociologue de l'UQÀM Louise Vandelac et du réalisateur Karl Parent, on peut entendre un scientifique du Royaume-Uni expliquer comment il s'est fait remercier par le centre de recherches qui l'employait après avoir découvert par expérimentation que les OGM pouvaient avoir des effets inhabituels dans les tissus des rats qui en avaient consommé.

Et comme on le rappelle souvent, Santé Canada approuve les semences modifiées génétiquement sur la seule foi des études réalisées par les compagnies qui les commercialisent, comme DuPont, Monsanto ou Dow, sans faire de contre-vérifications approfondies.

Les groupes environnementalistes s'inquiètent pour leur part des effets à long terme des OGM sur l'environnement. *«Il y a de plus en plus d'informations qui donnent à penser que les OGM peuvent poser de sérieux risques écologiques, à cause des répercussions que de tels organismes nouveaux pourraient avoir sur les écosystèmes et la chaîne alimentaire»*, écrit Greenpeace.

Un exemple qu'on donne souvent pour illustrer les dangers pour l'environnement sont les semences *«terminator»*, qui contiennent un gène du même nom mis au point par Monsanto. Julien Janson, un étudiant au campus McDonald de McGill qui assistait au colloque, explique: *«Produire et sélectionner des semences est très coûteux pour les semenciers comme Monsanto, Or, les agriculteurs achètent la semence une année, puis après, ils replantent une partie des grains obtenus. Le principe du gène terminator est que la semence vendue par Monsanto est plantée, pousse, se développe, donne des fruits, est récoltée, mais si tu la replantes après, les grains vont s'empoisonner eux-mêmes, ce qui oblige les agriculteurs à acheter chaque année leurs semences chez Monsanto.»* Avant d'être interdit l'an dernier, le gène terminator pouvait être incorporé à toutes les cultures développées par la compagnie.

Une autre préoccupation est d'ordre éthique, et elle préoccupe beaucoup l'activiste américain Jeremy Rifkin. Certaines compagnies de «sciences de la vie», comme aiment se faire appeler les Monsanto, DuPont et al., essaient de faire breveter leurs «découvertes», et ont réussi dans certains cas. Or, s'indignent les environnementalistes, il est immoral d'utiliser les droits individuels de propriété intellectuelle pour s'assurer un «contrôle corporatif» sur des structures de la vie elle-même, faisant référence à la possibilité de faire breveter les produits de manipulations génétiques, comme les OGM, et non seulement les procédés, comme c'était le cas par le passé, du moins aux États-Unis

En réponse aux attaques grandissantes des groupes de pression et des gouvernements européens notamment, les compagnies qui fabriquent les semences transgéniques assurent qu'elles sont *«sécuritaires»*, mais ne diffusent aucun résultat scientifique digne d'appuyer leurs prétentions.. Elles soutiennent que leurs semences pourraient aider à combattre la famine et la malnutrition dans le monde en donnant des récoltes plus résistantes, donc plus productives.

Clivage chez les scientifiques

Pour tout dire, le débat actuel sur les OGM divise non seulement l'opinion publique et les gouvernements de ce monde, mais aussi les scientifiques. Samedi, alors que nombre d'entre eux se trouvaient à Montréal pour réclamer un *«protocole fort»* sur la prévention des risques biotechnologiques *(voir article ci-contre)*, 150 autres scientifiques canadiens dévoilaient une lettre ouverte d'appui aux biotechnologies et à la recherche sur les cultures transgéniques.

Manif organisée dans le cadre du colloque «Commerce et OGM»

«Les bénéfices des biotechnologies sont plus rentables que les inconvénients qui, pour le moment, se résument à des interrogations», disait à *La Presse* Joe Schwarcz, directeur de l'Office pour la chimie et la société de l'Université McGill, un organisme qui se dit indépendant.

Son organisme est peut-être indépendant, mais reste que M. Schwarcz use de la même rhétorique que les Monsanto et cie: *«On sait par exemple qu'il existe des population aux prises avec des problèmes d'anémie parce ce que la base de leur alimentation est le riz, un aliment faible en fer. Qu'y a-t-il de mal à créer un type de riz ayant une plus haute teneur en fer?»*

Faisant référence aux promesses non tenue de la «Révolution verte» et de la sélection génétique des années 70, Daniel Pinard, animateur de la soirée, a rappelé de façon émouvante à quel point il faut être vigilant face aux prétentions des défenseurs du «progrès» scientifique tous azimuts. Car trente ans plus tard, les pays pauvres ne sont pas tout-à-fait enrichis autant qu'on l'avait prédit... ⊘

DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Prend-on le risque, ou non?

par sylvain larocque

Chee Yoke Ling, qui travaille à l'élaboration d'une législation pour contrôler les entreprises biotechnologiques et le «brevetage» du vivant et qui prend part aux pourparlers de la conférence sur la biodiversité de l'ONU, a pris la parole à la conférence de samedi soir pour expliquer l'importance d'un «protocole fort» sur le commerce des OGM. Mais la route est longue et hasardeuse...

«Cela nous a pris trois ans seulement pour faire comprendre la nécessité d'avoir un protocole, a-t-elle lancé. Il est maintenant l'heure de déterminer ce qui devrait en être le contenu.»

Dans son exposé, elle a souligné l'importance du droit des États et des sociétés de «dire non aux OGM», non seulement pour des raisons environnementales et de santé publique, mais aussi de traditions culturelles. Elle a présenté «la pollution génétique» comme étant «la plus grande menace à la biodiversité», c'est-à-dire à la variété des espèces dans la nature, et a déploré l'absence de «débat scientifique ouvert» et l'emprise de l'OMC sur la question. Toutes ces préoccupations justifient selon elle un protocole «fort» sur la prévention des risques biotechnologiques et devraient s'y retrouver.

Un protocole?

Mais qu'est-ce que ce protocole? Et à quoi servirait-il? Les délégués des 130 pays qui ont commencé leurs délibérations lundi à l'édifice de l'OACI à Montréal travaillent autour de trois grands enjeux, farouchement politiques.

D'abord, il faut déterminer si le futur protocole va s'articuler autour du «principe de précaution», défini comme suit dans la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement: «Quand il y a menace de dommages sérieux ou irréversibles, on ne devra pas recourir au manque de certitude scientifique comme motif pour remettre à plus tard des mesures efficaces pour prévenir la dégradation de l'environnement.»

Ensuite, est-ce que ce protocole, suscité par le Sommet de la Terre de Rio (1992), sera ultimement assujetti à la logique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour qui tout est négociable au nom du libre-échange?

Enfin, est-ce que la sécurité des consommateurs sera assurée par des règles comme l'étiquetage obligatoire? Et celle de l'environnement et des sociétés par des règles de restriction, de validation préalable de l'innocuité et une définition claire de la responsabilité des pays et de leurs manufacturiers d'OGM, qui se soucient plus de leurs profits que d'assurer la sécurité du public et de l'environnement? Comme le disait Jeremy Rifkin, c'est là un problème si aigu que plusieurs grands assureurs ne veulent pas couvrir ce risque...

Les blocs en présence

La position des pays par rapport à ces grandes questions s'articule autour de cinq groupes.

Le plus en vue et le plus décrié par les écologistes de la planète est le «Club de Miami», dont le Canada est un important joueur. Ces pays, qui ont fait échouer en février dernier à Cartagène, en Colombie, la précédente Conférence des Parties, se disent défenseurs de la biodiversité tout en préconisant le libre commerce des OGM et le développement du «*bio-engineering*». Les pays du «club» — Canada, USA, Argentine, Australie, Chili et Uruguay —, sont les principaux producteurs mondiaux d'OGM et s'allient pour des raisons économiques au géant américain, qui n'a pourtant pas encore ratifié la Convention de Rio sur la biodiversité et qui, pour cette raison, n'a même pas le statut de «Partie» dans la conférence de Montréal sur la biosécurité!

Les représentants américains aux conférences sur la biosécurité ne se gênent pas pour autant d'user de leur influence pour imposer leurs vues en coulisses, selon Chee Yoke Ling. «Tout ce qu'ils disent, c'est que c'est trop compliqué, que c'est impraticable, a-t-elle affirmé. Ils préféreraient qu'il n'y ait pas du tout de protocole.»

Le véritable adversaire du «Club de Miami» est sans doute l'Union européenne (UE), «que les États-Unis menacent de rétorsion économique pour avoir imposé l'affichage obligatoire des OGM, la séparation des céréales génétiquement modifiées des autres, et refusé de sévir contre les membres qui refusent d'abandonner leur droit souverain de protéger leurs populations en allant jusqu'à interdire l'entrée des produits du "*bio-engineering*" chez eux au nom du principe de précaution, qui fait jurisprudence en environnement», expliquait dernièrement le chroniqueur à l'environnement du *Devoir*, Louis-Gilles Francœur.

Le troisième bloc de pays participant à la conférence sur la biosécurité, dit des «pays aux opinions semblables», regroupe l'essentiel des pays en développement, incluant la Chine mais pas l'Argentine, l'Uruguay et le Chili. Ces 75 pays défendent «le droit de leurs cultivateurs de ne pas perdre leur sécurité d'approvisionnement garantie depuis des millénaires par les semences traditionnelles et d'éviter tout risque de les voir contaminées par les nouvelles semences transgéniques», expliquait encore Francœur.

Vient ensuite le groupe de «conciliation», composé du Japon, de la Corée du Sud, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et de la Suisse, qui favorise «un protocole capable de contrôler efficacement les séquelles potentielles des OGM pour pouvoir en retirer les bénéfices en toute sécurité», écrivait Francœur. Les pays d'Europe de l'Est, qui forment le dernier bloc, voudraient bien faire partie de l'UE un jour et donc ne pas se la mettre à dos, mais sont aussi tentés de profiter des investissements de multinationales comme Monsanto, lesquelles sont intéressées par la faiblesse ou l'inexistence de leurs contrôles environnementaux.

Pour ou contre le principe de précaution?

L'enjeu central de la conférence apparaît donc clair et devrait mener à bien des tergiversations: l'inclusion ou non du principe de précaution dans un éventuel protocole.

«Pays en développement et l'UE insistent pour garder le droit de refuser la consommation, la vente et la production d'OGM s'il y a un risque même minime de dissémination dans l'environnement, de concurrence avec leurs espèces sauvages ou pour la santé humaine ou animale, explique Louis-Gilles Francœur. Le Club de Miami pense qu'au contraire on doit pouvoir les vendre et les produire librement si on ne peut pas prouver qu'ils constituent un danger. Ce à quoi leurs adversaires répondent... qu'il sera trop tard pour faire machine arrière lorsqu'on l'aura identifié.»

Une nouvelle guerre de principes... qui pourrait sceller l'avenir de notre planète.

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiare du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant le publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): $4.75 par jour, $4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: $6.00 par jour, $5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples information, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des errreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

OFFRES D'EMPLOI

École des Maîtres
Cours de formation barman(aid) et serveur. Rabais étuaiant, programme de placement. 849-2828

$$ EARN EXTRA $$ TELEMARKETERS WANTED Full or Part-time positions. Hourly wage and commission.483-6817

Coordinateur(trice) des finances
OSBL étudiante à caractère environmental et social cherche un(e) coordinateru(trice) des finance bilingue. Responsable pour les tâches de comptablilité, la tenue de livre par ordinateur et les traitement de salaires. 7-15 hrs/semaine. 12.85$/hr. Envoyer résumé et lettre d'application au Comité d'embauche, GRIP-McGill, 3647 rue Université, Montréal, H3A 2B3. Échéance: 4 fév. 2000. Renseignements, détails: 398-7432.

TRAITEMENT DE TEXTE

Success To All Students
WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 31 years experience. $1.25/D.S.P.(same day $1.50) 7 Days/ week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638.

COURS

Come and practice your French with francophones. Bilingual Club. Half and half (450) 465-9128.

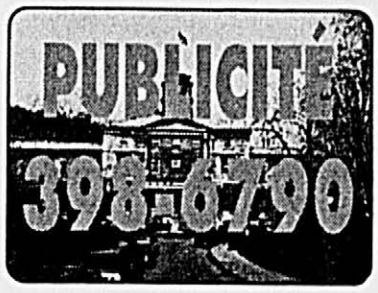
Travel-Teach English.
5 day/40 hr OTT. Oct 13-17. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

SERVICES OFFERTS

Massage de relaxation musculaire (serieux) Prix special 25$$ duree 1 heure 30m. Pour femme seulement, disponible 7 jours, possible service à domicile. 272-3513 Pagette 854-8987

À VENDRE

Divan et fauteuil avec coussins separé, blue foncé, un an comfortable. Payé $1200.00, demande $600.00. 514-481-4087.



Veux-tu vivre une expérience inoubliable ?

Inscris-toi au **Programme de *moniteurs de langues officielles***

Fais connaître ta langue et ta culture tout en découvrant toi-même une culture différente de la tienne et en faisant l'expérience d'un travail qui te sera profitable.

Chaque année, depuis bientôt 30 ans, des centaines d'étudiantes et d'étudiants québécois ont la chance de s'inscrire à ce stage offert à travers le Canada. Il s'agit de postes à temps partiel ou à temps plein destinés à des jeunes dont le travail consistera à aider des élèves qui étudient le français, langue seconde, ou le français, langue maternelle, à améliorer leurs compétences linguistiques.

Pour être admissible à ce programme, tu dois avoir terminé au moins tes études collégiales à la fin de la présente année scolaire.

Rémunération

Pour les stages à temps partiel : 4 000 $* pour huit mois de travail, à raison de 8 heures par semaine.

Pour les stages à temps plein : 12 500 $* pour neuf mois de travail, à raison de 25 heures par semaine.

*Certaines indemnités peuvent s'ajouter au salaire de base.

Date limite d'inscription : 15 février 2000

Pour en savoir davantage sur le **Programme de moniteurs de langues officielles,** il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) à l'adresse suivante : **http://www.cmec.ca/olp/**

de composer le : **1 (877) 866-4242**

ou de t'adresser :
- à la personne responsable de l'aide financière aux études dans ton établissement d'enseignement;
  ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation la plus proche de chez toi.

Québec Ministère de l'Éducation — Patrimoine canadien Canadian Heritage — Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Council of Ministers of Education, Canada

CENTRE HOSPITALIER de ST. MARY
ST. MARY'S HOSPTIAL CENTER
3830 AVENUE LACOMBE, MONTRÉAL, QUÉBEC, H3T 1M5

ÉTUDE SUR LA GRIPE

Êtes-vous atteint d'asthme ou d'une maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC)?

Si vous avez de la fièvre avec mal de gorge, courbatures, toux ou maux de tête, vous pourriez suffrir de premiers symptômes de la grippe. La Division des maladies infectieuses du Centre Hospitalier de St. Mary participe à une étude clinique sur un nouveau médicament pour traiter la grippe. Vous devez avoir plus de 18 ans et éprouver des symptômes depuis moins de 36 heures. Vos frais de déplacement seront remboursés.

Si vous êtes intéressé à participer, veuillez composer le 345-3511, poste 3705.

[société]

NOUVEAU RÈGLEMENT ANTI-TABAC

Une industrie qui part en fumée

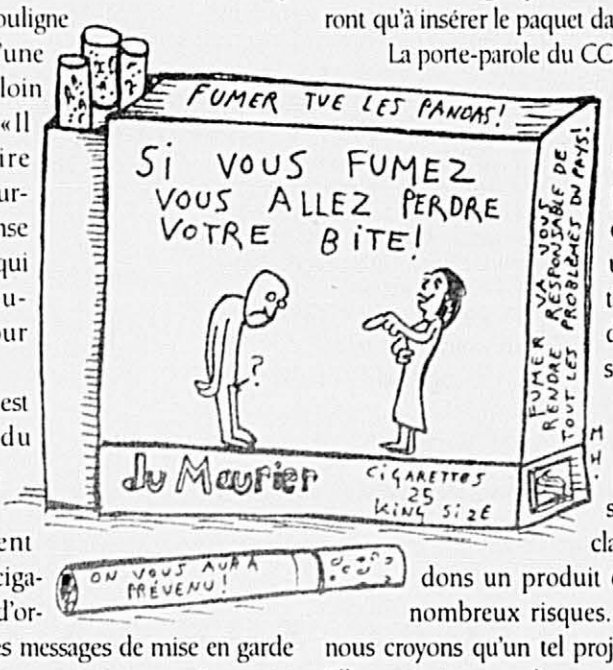
par geneviève fortin et julien laplante

Le gouvernement fédéral a soulevé l'ire de l'industrie du tabac en proposant un nouveau règlement sur l'emballage des cigarettes. Les militants anti-tabac se réjouissent quant à eux à l'idée de nouveaux paquets qui seraient beaucoup moins attrayants.

Ce nouveau règlement obligerait les fabricants de tabac à apposer sur leurs emballages des images percutantes illustrant les méfaits du tabac, tels qu'un poumon encrassé ou des gencives malades. Ces messages devraient occuper 50 p. cent du panneau avant du paquet. Les manufacturiers devraient également énumérer les substances toxiques entrant dans la fabrication des produits du tabac.

Depuis l'annonce de ce projet de règlement, les commentaires ont fusé de toutes parts, dans les médias, mais aussi dans la population en général. Un grand nombre de gens se demandent pourquoi Santé Canada concentre principalement ses attaques sur l'industrie du tabac alors que tous connaissent les effets sociaux négatifs de substances comme l'alcool. L'animatrice de Radio-Canada, Marie-France Bazzo, proposait à la blague d'afficher des images de gens obèses à côté des photos de Big Mac afin de montrer ce que l'ingestion abusive de ce sandwich peut entraîner.

Bien des gens croient que les photos de maladies causées par l'usage du tabac n'auront pas plus d'influence que les messages qui occupent présentement 20 p. cent de l'affichage principal sur les produits du tabac. Marie-Josée Lapointe, du Conseil canadien des fabricants des produits du tabac (CCFPT), le lobby des cigarettiers, souligne que l'efficacité d'une telle mesure est loin d'être prouvée. «Il pourrait produire l'effet contraire, surtout lorsqu'on pense aux adolescents, qui commencent souvent à fumer pour se rebeller.»



Santé Canada est convaincue du contraire. La décision d'apposer sur 50 p. cent d'un paquet de cigarettes des photos d'organes malades, des messages de mise en garde et la liste des substances contenues n'a pas été prise à la légère. En réalité, elle découle du fait que les messages actuels ne sont plus efficaces. Les fumeurs y sont tellement habitués qu'ils n'y prêtent plus attention.

En janvier 1999, Santé Canada a mis sur pied un comité qui a testé, sur un groupe témoin, l'efficacité de différents moyens de communication. Selon les personnes interrogées dans cette étude, les illustrations devraient décourager les fumeurs et dissuader les non-fumeurs d'adopter la cigarette. Les personnes participant à l'étude ont souligné que, même si le message couvrait 50 p. cent de l'avant du paquet de cigarettes, elles n'avaient pas de difficulté à identifier la marque.

Si Santé Canada a décidé d'utiliser les paquets de cigarettes comme support dans son agressive campagne anti-tabac, c'est que les fonctionnaires du ministère de la Santé croient que c'est la meilleure façon d'aller chercher directement les personnes les plus concernées par la cigarette, les fumeurs eux-mêmes.

Selon Monsieur Louis Gauvin, de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, ce projet de règlement sur l'étiquetage est «tout à fait ce qu'on recherche.» Il croit qu'il est nécessaire d'avoir recours à cette «approche originale» comportant un aspect visuel important, étant donné que «le tabac est un produit unique qui tue un fumeur sur deux.» Cette statistique justifie donc toute l'attention que Santé Canada accorde aux problèmes liés au tabagisme. En se fiant à la réaction des groupes témoins, Monsieur Gauvin croit que les illustrations du nouvel étiquetage confirmeront les ex-fumeurs récents dans leur décision de cesser de fumer.

Madame Lapointe croit cependant qu'il ne suffit pas de simplement s'attarder à l'impact visuel que pourraient avoir les nouveaux paquets.«On croit que c'est démesuré. Il faudra voir combien coûteront les changements à apporter à l'équipement de nos fournisseurs si jamais un tel règlement est adopté.» Contrairement à ce qui a été rapporté par certains médias, les changements sur les paquets de cigarettes sont possibles. Cependant, les coûts associés à une telle transformation pourraient faire augmenter le prix des cigarettes et possiblement encourager la contrebande. Madame Lapointe croit aussi que les fumeurs trouveront rapidement des moyens pour éviter de voir ces images plutôt horribles. «Ils n'auront qu'à insérer le paquet dans un autre étui.»

La porte-parole du CCFPT voit certaines manoeuvres politiques se profiler derrière un tel projet, qu'elle dénonce comme une «démonisation» de l'industrie du tabac. «Nous sommes pour la réglementation de l'industrie et pour les avertissements, car c'est clair que nous vendons un produit qui comporte de nombreux risques. [...] cependant, nous croyons qu'un tel projet est démesuré.» Elle poursuit en expliquant que l'industrie du tabac souffre des attaques des politiciens, qui espèrent les retombées électorales d'une telle campagne.

En se fiant à la mise en application des règlements précédents concernant l'étiquetage des produits du tabac, il est fort à parier que nous serons témoins d'une bataille juridique entre le gouvernement et les manufacturiers de tabac. Les contestations devant les tribunaux, suivant l'entrée en vigueur de la Loi réglementant les produits du tabac ont duré six ans. «Nous nous interrogeons sur la légalité d'un tel règlement», précise d'ailleurs Madame Lapointe, tout en disant que les avocats de l'industrie du tabac pourraient faire évoluer le débat devant les tribunaux autour de la liberté d'expression.

[manifestation]

MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

Pour tous les Lizottes

par véronique mistycki

L'appel à la manifestation des CitoyenNEs OpposéES à la Brutalité Policière (COBP) pour rendre justice à Jean-Pierre Lizotte, victime de la brutalité policière l'automne dernier, a été entendu. Quelques 200 personnes se sont réunies dans la rue, samedi, pour manifester.

Rappelons les faits. Le 5 septembre, Lizotte, un sans-abri condamné plusieurs fois pour vol et exhibitionnisme, était selon des témoins qui se trouvaient au Shed Café sur Saint-Laurent, sauvagement battu par deux policiers, alors que le portier du café lui tenait les bras dans le dos. Transféré à l'hôpital Notre-Dame, il est mort le 16 octobre dernier à la suite de ses blessures.

En plus de cette énorme bavure policière, l'affaire a été largement aggravée par la tentative de camouflage dont elle a fait l'objet. En effet, il aura fallu 53 jours pour que les faits soient rendus publics par la SPCUM, et encore aujourd'hui l'identité des deux policiers reste cachée au public. L'enquête elle-même a connu des longueurs difficilement justifiables, étant d'abord prise en charge par la SPCUM, puis par la Sûreté du Québec, après la mort de la victime. Elle n'a d'ailleurs été rendue publique que parce qu'un citoyen a écrit une lettre à ce sujet, publiée le 17 septembre 1999 dans *Le Devoir*. De nombreux aspects restent assez mystérieux: les témoins du fait n'auraient été consultés que très tard, les soins prodigués à Lizotte sur son lit d'hôpital n'auraient pas été très efficaces.

Manifestation samedi contre la brutalité policière

Photo: Alain Pamond

La «solidarité policière»

Ce n'est finalement que le 12 janvier dernier que l'enquête a confirmé que Lizotte avait bien été frappé, et que des accusations criminelles pourraient être portées. Jusque là, les policiers avaient été tranquillement relégués à un poste administratif.

Cette affaire pose donc directement le problème de la «solidarité policière», qui vise à étouffer les affaires qui se passent au sein du corps policier. Cela peut même conduire à des «mauvaises enquêtes», selon le criminologue Alain Arsenault, par exemple en faisant usage du chantage avec les prévenus ou en montant des enquêtes de toutes pièces.

Le COBP déplore qu'il est déjà révoltant de penser que les personnes qui sont en charge de nous protéger peuvent elles-mêmes devenir dangereuses, mais plus outrageante encore est la perspective de l'impunité. En quel honneur ceux-là mêmes dont le travail est de faire respecter l'ordre auraient-ils le droit de s'y soustraire, se demande le COBP par voie de communiqué.

Est-ce à croire qu'il faut se laisser gagner par la panique et le dégoût? Des slogans tels «La police harcèle, tabasse, réprime, écrase, enferme, emprisonne, torture et tue, payée et dirigée par nos exploiteurs de toujours, l'État et le capital» (slogan du Groupe anarchiste Main Noire) peuvent sembler dépasser un peu les bornes de la raison, catalyseurs de la psychose publique.

Il ne faut pas non plus minimiser les faits, car les actes de brutalité policière sont en soi intolérables. Et ce genre d'affaire, sans devenir la norme, reste récurrent. L'affaire Lizotte n'a pas manqué de relaire penser à l'affaire Barnabé, où Richard Barnabé était également mort à la suite des coups reçus par des policiers, en décembre 1993. Cependant, il ne s'agit pas non plus de généraliser trop hâtivement. En effet, il y a 14 000 policiers au Québec, 15 millions d'interventions par an, et «seulement» 1000 plaintes enregistrées, ce qui signifie que 99 p. cent des citoyens sont satisfaits de leurs rapports avec la police.

Le gouvernement semble d'ailleurs avoir pris conscience de la sensibilité du sujet, et cela antérieurement à l'affaire Lizotte, car le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, a déposé en décembre dernier une loi qui doit entourer l'action de la Sûreté du Québec et viser plus de transparence. Projet qui est accueilli favorablement au sein même de l'Institut de la police.

La manifestation de samedi dernier a, semble-t-il, tout de même paru menaçante pour les forces de l'ordre, car ses organisateurs estiment qu'on aurait cherché à entraver leur action, et à faire échouer leur projet, et que des agents de la STCUM à la station de métro Berri-UQAM auraient interdit à un de leurs militants de distribuer des tracts annonçant cette manifestation. Il est vrai que certains des slogans lancés étaient particulièrement aggressifs (cf. Citation de la Main Noire).

Cependant, les forces de l'ordre, en cherchant à camoufler et à faire traîner les choses, ont en fait attiré l'attention des médias et du grand public, ce qui en somme n'a fait que renforcer le sentiment de révolte et d'injustice au sein de la population.